



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Présidence de la République



PROGRAMME DE DESARMEMENT, DEMOBILISATION, RELEVEMENT
COMMUNAUTAIRE ET STABILISATION

« **P-DDRCS** »

STRATEGIE NATIONALE

POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE
DESARMEMENT, DEMOBILISATION, RELEVEMENT
COMMUNAUTAIRE ET STABILISATION

Kinshasa, Mars 2022

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
AVANT PROPOS.....	6
REMERCIEMENTS	8
TITRE 1. PRESENTATION DU P-DDRCS.....	9
INTRODUCTION.....	9
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	10
1.1. LES VECTEURS DES CONFLITS	11
1.2. LES EFFORTS DE REUNIFICATION ET DE PACIFICATION DU PAYS	12
1.3. LEÇONS APPRISSES	13
II. NOUVELLE APPROCHE	14
2.1. APPROCHE GLOBALE.....	15
2.2. INNOVATIONS	15
2.3. PRINCIPES DIRECTEURS	16
III. VISION ET OBJECTIF	19
3.1. VISION	19
3.2. OBJECTIFS	19
3.3. IMPACTS-RESULTATS ATTENDUS A LONG TERME	20
3.4. THEORIE DU CHANGEMENT	20
IV. CADRE INSTITUTIONNEL DU P-DDRCS.....	21
4.1. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	21
4.2. ORGANIGRAMME DU P-DDRCS	21
4.3. ROLES ET RESPONSABILITES.....	23
V. PARTENARIAT.....	27
VI. LES CIBLES ET BENEFICIAIRES.....	29
6.1. STRATEGIE DE CIBLAGE	29
6.2. GROUPES CIBLES IDENTIFIES :	30
TITRE 2 : MISE EN ŒUVRE DU P-DDRCS.....	32
VII. LES PILIERS STRATEGIQUES	32
7.1. Pilier 1 : RESOLUTION DES CONFLITS ET COHESION SOCIALE	32
7.1.1. Dialogue démocratique (<i>Segment 1</i>)	33
7.1.2. Justice transitionnelle (<i>Segment 2</i>)	34
7.1.3. Dynamique régionale des conflits (<i>Segment 3</i>).....	34
7.2. Pilier 2 : RESTAURATION DE L'AUTORITE DE L'ETAT ET SECURITE	35
7.2.1. Désarmement des combattants nationaux (<i>Segment 4</i>)	35
7.2.2. Démobilisation des ex-combattants (<i>Segment 5</i>)	38
7.2.3. Sortie des Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés (EAFGA) (<i>Segment 6</i>)	39
7.2.1. Femmes associés aux Forces et groupes.....	39
7.2.2. Réinsertion Communautaire (<i>Segment 7</i>).....	39
7.2.3. Gestion des Groupes Armés et Combattants étrangers (<i>Segment 8</i>)	40
7.2.4. Lutte contre le financement des groupes armés (<i>Segment 9</i>)	41
7.3. Pilier 3 : RELEVEMENT ET REINTEGRATION COMMUNAUTAIRES	42



7.3.1.	Résilience communautaire (Segment 10)	42
7.3.2.	Relèvement communautaire (Segment 11)	42
7.3.3.	Réintégration communautaire (Segment 12)	43
7.4.	Pilier 4 : STABILISATION, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIALE	44
7.4.1.	Stabilisation (Segment 13)	44
7.4.2.	Développement économique et social (Segment 14)	48
7.5.	Pilier 5 : COMMUNICATION ET SENSIBILISATION	49
7.5.1.	La Communication (segment 15)	50
7.5.2.	La Sensibilisation (Segment 16).....	50
VIII.	THEMES TRANSVERSAUX	51
IX.	GESTION DU PROGRAMME	53
9.1.	MODALITES DE GESTION DU PROGRAMME	54
9.1.1.	Décentralisation	54
9.1.2.	Plans opérationnels.....	54
9.1.3.	Mobilisation des ressources.....	54
9.1.4.	Sélection des projets : Comité de sélection	55
9.1.5.	Validation des projets : Comité de validation	55
9.1.6.	Signature des accords de financement	56
9.1.7.	Gestion des fonds.....	56
9.1.8.	Capitalisation des outils de référence et de gestion	56
9.2.	SUIVI ET EVALUATION, GESTION DE L'INFORMATION ET ASSURANCE DE QUALITE	57
9.2.1.	Principes de base.....	57
9.2.2.	Cadre Logique.....	59
9.2.3.	Mode opératoire du système de suivi évaluation	61
9.3.	GESTION DES PLAINTES	62
9.4.	GESTION DES RISQUES	62



SIGLES ET ABREVIATIONS

APE	: Agence de Protection de l'Enfance
CCPAP	: Cadre de Concertation pour la Paix et Appui au Programme
CDC	: Centres de Développement Communautaire
CEF	: Centres d'Encadrement et Formation
CEP	: Centres d'Encadrement Professionnel
CNC-ALPC	: Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et de Petits Calibres
CPR	: Centre de Préparation à la Réintégration
CPVS	: Cellule Présidentielle de Veille Stratégique
CR	: Cadre des Résultats
CT	: Comité Technique
CTO	: Centre de Transit et d'Orientation des ESFGA
DDR/RR	: Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinstallation
EAFGA	: Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés
ECVA	: Equipe de Contrôle et Vérification de l'armement
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FAFGA	: Femmes Associées aux Forces et Groupes Armés
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
GA	: Groupes Armés
GE	: Gouvernance Economique
GS	: Gouvernance Sécuritaire
HIMO	: Haute Intensité de Main d'œuvre
IDDRS	: Integrated Disarmament, Demobilization, Reintegration Standards
IMF	: Institutions de Microfinance
IVO	: Identification, Vérification et Orientation
MIS	: Management Information System
MONUSCO	: Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo
NU	: Nations Unies
P-DDRCS	: Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
PEC	: Prise En Charge
PN- DDR	: Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
PNC	: Police Nationale Congolaise
PSE	: Plan de Suivi et Evaluation
PTBA	: Plan de Travail et Budget Annuel
RDC	: République Démocratique du Congo
RSS	: Réforme du Secteur de Sécurité
STAREC	: Programme de Stabilisation et Reconstruction des Zones sortant des Conflits Armés



PREFACE

A la plume du Président du Comité de Pilotage.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a small flourish.

AVANT PROPOS

Soucieuse de relever le défi de sécurité et de développement, la République Démocratique du Congo, à l'instar d'autres pays modernes, vise la stabilité et le développement durable. Pour y parvenir, le Gouvernement a jugé nécessaire d'élaborer et de mettre en œuvre son Plan National Stratégique de Développement, « PNSD ».

Du PNSD est né le Plan Stratégique National de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation, PSN/P-DDRCS. Ce dernier est formulé suivant un processus participatif qui a connu l'implication des principaux acteurs à la base. Il reste le seul et l'unique cadre conformément à l'Ordonnance n° 21/038 du 04 juillet 2021 portant création, organisation et fonctionnement du P-DDRCS pour coordonner les efforts de pacification, de Désarmement, de Démobilisation, de Relèvement Communautaire et de Stabilisation.

Il est évident que le P-DDRCS reste un Programme transversal, mais sa vocation est de promouvoir la paix, de contribuer efficacement à la restauration de l'autorité de l'Etat et la sécurité à travers les opérations de Désarmement, Démobilisation, Réintégration, Relèvement des Communautés et Stabilisation.

Aussi, le Plan National Stratégique du P-DDRCS présente-t-il une articulation claire, à travers des piliers stratégiques, pour atteindre la vision de la paix et de la stabilité de la RDC.

Le P-DDRCS, contrairement aux autres programmes précédents de DDR et de stabilisation, a le mérite d'apporter les innovations conceptuelles et opérationnelles majeures. Il focalise son attention sur une préoccupation cruciale : *« Comment appuyer les communautés affectées par les conflits armés dans leurs efforts de résilience au travers des actions de relèvement communautaire et de stabilisation en vue d'une nouvelle vie de cohabitation, de cohésion sociale et de développement endogène intégré ? »*.

Le présent document est, par conséquent, la concrétisation de cette volonté politique qui met en place un outil qui définit de manière claire cette volonté politique du gouvernement en matière de paix, de résolution de conflit, de désarmement des ex-combattants, de leur démobilisation, de réinsertion et de réintégration des communautés ainsi que de stabilisation des zones post-conflits.

Cette stratégie introduit des innovations importantes par rapport aux programmes DDR1, DDR2, DDR3 et STAREC, pour la stabilisation des zones en conflits.



En effet, c'est une nouvelle expérience engagée par la RDC pour venir à bout des questions des groupes armés nationaux et étrangers mais aussi pour contribuer efficacement à la recherche des solutions aux problèmes insolubles d'insécurité et d'instabilité.

C'est aussi une approche novatrice et pratique pour la réintégration des ex-combattants et des communautés dans une vie productive dans leurs milieux endogènes (Réintégration communautaire ou DDR communautaire).

Bref, cette stratégie du P-DDRCS tire des leçons du passé de notre pays depuis la fin de la guerre et la réunification du pays. Elle crée une synergie entre la recherche des solutions aux problèmes de conflit, de sécurité et d'instabilité, et la nécessité de ramener les populations du monde rural (jeunes et femmes) au travail de production et de transformation du milieu rural par une approche de cohésion sociale et de développement communautaire.

Le vivre-ensemble et la résilience des communautés sont des atouts majeurs d'une paix durable, de relance économique et de développement social.



REMERCIEMENTS

Pour l'élaboration de ce Plan Stratégique National du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation, P-DDRCS en sigle, la Coordination Nationale a reçu un appui précieux d'un grand nombre de membres du Comité de Pilotage. Il s'y est aussi ajouté celui des autorités politico-administratives, des membres des conseils provinciaux de Sécurité, des chefs coutumiers, des chefs des secteurs et des chefferies, des peuples autochtones, des mutualités tribales, des opérateurs économiques, des chefs des confessions religieuses, des ONGs locales et internationales, des bailleurs de fonds et des différents consultants. C'est ici l'occasion de les remercier à travers les quelques lignes contenues sur cette page.

Mes remerciements vont particulièrement au Président de la République, Chef de l'Etat et Président du Comité de Pilotage du P-DDRCS, **Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**, pour son leadership et sa vision claire sur le retour de la paix, de la restauration de l'autorité de l'Etat, de la sécurité, de la stabilisation et du développement de la République Démocratique du Congo.

Je voudrais également dire merci au Premier Ministre, Chef du Gouvernement et Vice-Président du Comité de Pilotage, pour avoir mis à la disposition de la Coordination Nationale des moyens nécessaires pour doter la République d'un document qui décline la nouvelle vision stratégique en matière de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation.

L'élaboration de ce document a aussi bénéficié de l'appui technique et financier des partenaires de développement. Parmi ceux-ci, il y a lieu de citer, de manière particulière, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation, « MONUSCO », l'Unité de Stabilisation de la Monusco, la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement, « PNUD », et INTERPEACE. Que ces partenaires, auxquels s'ajoutent le cadre de concertation de la Société civile, les différentes synergies des organisations d'appui au P-DDRCS, la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), tous les cadres et experts du P-DDRCS, les consultants ainsi que toutes les directions, les cellules spécialisées et les coordinations provinciales trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude pour l'excellent travail abattu.

Tommy TAMBWE USHINDI
Coordonnateur National.



TITRE 1. PRESENTATION DU P-DDRCS

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo est un vaste territoire couvrant une superficie de 2.345.410 km². Elle est le deuxième grand pays en Afrique après l'Algérie. La RDC est subdivisée actuellement en 26 provinces, 145 Territoires, 35 villes, 137 communes urbaines, 471 secteurs, 264 chefferies, 5908 groupements qui sont également repartis en localités.

Avec une population estimée aujourd'hui à plus de 110 millions d'habitants, la RDC est un véritable scandale géologique et culturel tant ses ressources minières sont importantes, sa population et sa culture diversifiées. Avec ses 80 millions d'hectares de terres arables et sa bio-diversité, la République Démocratique du Congo constitue un réservoir mondial dans plusieurs secteurs.

Le paradoxe est que ce pays est toujours confronté aux problèmes d'instabilité politique et d'insécurité devenus quasi-permanents qui empêchent la paix, la stabilité et le développement. Cette instabilité récurrente résulte, le plus souvent, des guerres qui dévastent la partie « Est » et qui ont fini par faire de la RDC un espace le plus instable de la Région d'Afrique centrale et des Grands Lacs. Ces guerres ont, en outre, entraîné le ralentissement du développement économique et humain, neutralisant ainsi tous les efforts visant à bâtir la stabilité politique du pays.

Toutes les Républiques, depuis la première du Président Kasa-Vubu jusqu'à celle du Président Félix Tshisekedi en passant par celles des Présidents Mobutu, Laurent Désiré Kabila et Joseph Kabila, dans leurs tentatives de solutions ont, par moment, atténué les conflits et, par d'autres, les ont « métastasés » à la suite des erreurs d'appréciation ou par souci de s'en servir comme moyen de conservation de pouvoir.

Malgré l'unité du pays, la démocratie restaurée, une population de plus en plus instruite, la corruption, le pillage des ressources ont rendu les jours et les nuits des congolais angoissants et incertains. Les tensions se sont exacerbées jusqu'à livrer le pays aux guerres et rébellions qui l'ont transformé en vaste champs de désolation. Nous citerons, entre autres, les rebellions de Mulele, de l'Afdl, du RCD, du M23, des Enyele, des Kamwnena Nsapu ; l'agression des Bantu contre les Pygmées ainsi que les incessants affrontements dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga, dans le territoire de Shabunda, au Maniema dans les territoires de Kabambare et Salamabila ; le mouvement Bundu Dia Kongo au Congo Central, sans compter les incursions étrangères, les massacres des ADF, des Banyabwisha et des autres groupes résiduels. Il s'observe également la recrudescence des groupes armés locaux et étrangers : le phénomène Mbororo dans le Haut-Uélé, le Bas-Uélé et l'Ituri (populations originaires de la



Centrafrique et du Tchad), le phénomène FDLR et CNRD (originaire du Rwanda), le phénomène FOREBU, RED TABARA et FNL (originaire du Burundi). Tous ont des incidences sur la paix et la sécurité des personnes et de leurs biens.

A chaque naissance d'une rébellion, il y a eu également création des milices ethniques pour la combattre. Les milices étrangères ont aussi trouvé là un terreau favorable à leur expansion.

A cet égard, plusieurs initiatives et programmes ont été mis en œuvre, mais aucun n'a encore permis à ce jour au Gouvernement d'atteindre tous les objectifs escomptés ni de mettre un terme à la recrudescence du phénomène des groupes armés.

Mais, en décembre 2018, la RDC a connu un grand tournant politique de son histoire, à savoir, l'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes qui ont permis l'alternance pacifique du pouvoir. Un président de la République a fini son mandat, Son Excellence Joseph KABILA KABANGE, et un autre, Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, est arrivé au pouvoir.

Et, depuis son accession à la Magistrature Suprême, Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO a fait de la restauration de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national, et plus particulièrement à l'Est du pays, son cheval de bataille. Cette volonté a été traduite dans le Programme du gouvernement adopté par le parlement.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans la recherche des solutions aux problèmes de paix, de sécurité et de stabilité, la RDC n'a pas lésiné sur les moyens. Elle s'est engagée sur plusieurs pistes de solution notamment diplomatiques, politiques et militaires. Il sied, en effet, de noter que plusieurs concertations et dialogues ont été organisés, différents accords de paix signés, et plusieurs programmes mis sur pied ; mais aucun n'a donné lieu à la paix, à la sécurité et à la cohésion sociale ni relancé l'économie dans les zones affectées. La problématique de la paix, de la sécurité, de la cohésion sociale, de l'autorité de l'Etat et de la relance économique, est restée entière. Plusieurs acteurs, à travers des groupes armés locaux et étrangers s'en sont mêlés, rendant ainsi le conflit multiforme, très complexe et qui a fini par acquérir une dimension régionale que ni le DDR ni l'approche politique et militaire seuls ne peuvent résoudre. Il faut, par conséquent, une approche plus globale et sous-régionale pour cette insécurité dont les causes varient d'une zone ou d'une province à l'autre.



1.1. LES VECTEURS DES CONFLITS

- **Les vecteurs internes des conflits**

Les dynamiques des conflits sont centrées entre autres sur l'accès à la terre et aux ressources naturelles, les problématiques identitaires, les tensions pour l'accès ou l'exercice du pouvoir politique local ; les motifs de domination et d'exclusion y relatifs, l'absence de l'autorité de l'Etat, la gouvernance basée sur les intérêts personnels, l'influence régionale ainsi que la présence des groupes armés étrangers. Il s'y ajoute le taux très élevé de chômage dont celui des jeunes. Il convient de préciser également que l'accaparement des terres par les grands concessionnaires représentant une infime minorité, constitue à la fois un facteur de déplacement des populations et, par conséquent, un motif de conflits. Il s'en suit dès lors l'exclusion sociale et les inégalités horizontales.

On notera, par ailleurs, que l'existence de très riches ressources naturelles, la porosité des frontières et la prolifération des armes légères, provoquant ainsi un phénomène de banditisme à haute échelle et d'insécurité généralisée qui contribuent également à ce dilemme sécuritaire, à l'augmentation du nombre de groupes armés sur le territoire et à la formation des intérêts illégitimes tant privés que régionaux.

De même, la persistance de l'impunité crée-t-elle aussi des frustrations communautaires. Il s'observe en outre que, par endroits, les forces de défense et de sécurité sont considérées elles-mêmes comme une source de conflit, notamment en ce qui concerne les violences sexuelles et le contrôle des ressources naturelles.

Des recherches récentes¹²³ montrent, du reste, que les principales raisons d'enrolement dans un groupe armé sont : le chômage, la pauvreté, la vengeance, la défense de la communauté, du pays ou de la tribu.

En revanche, parmi les principales raisons de quitter les groupes armés, l'on citera la réponse à l'appel du nouveau gouvernement, les sensibilisations, la souffrance rencontrée dans les groupes armés et la peur de se faire tuer.

- **Les vecteurs externes**

La question transfrontalière la plus marquante reste celle des groupes armés étrangers présents à l'est de la RDC depuis des décennies. Ceux-ci sèment la terreur au sein des communautés, s'adonnent régulièrement à des exactions, participent au pillage des ressources naturelles et nouent des alliances de tout genre avec des groupes armés locaux dans le but de déstabiliser la RDC et les pays de la région des Grands Lacs. Ces

¹ FBA and Transition International, Mapping report of five localities to inform the programming of community-based reintegration, community violence reduction and prevention of recruitment into armed groups, February 2019

² Transition International, funded by FCDO, Context and conflict analysis of Tanganyika with focus on self-demobilised or surrendered combatants and scoping for peacebuilding in their communities, June 2020

³ GIZ and SSU, Guidance note: Integrating conflict sensitivity in HDP nexus programming: Guidance note on community security programming, February 2022



groupes sont clairement identifiés et leur localisation effectuée à travers des cartographies mises à jour par les acteurs nationaux et internationaux.

Le P-DDRCS contribuera à l'éradication de ces « forces négatives » dont les éléments proviennent principalement de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi, de la Tanzanie et du Soudan, avec des ramifications qui s'étendent au-delà des frontières congolaises. Certains se réclament même d'obédience islamiste, comme le groupe ougandais « Allied Democratic Forces » (ADF), actif dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. La collusion de ces groupes armés étrangers avec les groupes congolais aux intérêts multiples remet, en effet, en cause la stabilité et la cohésion sociale dans la région.

1.2. LES EFFORTS DE REUNIFICATION ET DE PACIFICATION DU PAYS

Le gouvernement a fourni beaucoup d'efforts pour pacifier et réunifier le pays en proie aux désordres, et menacé par les démons de la balkanisation. Au terme de différentes concertations politiques réalisées au niveau national et international dans le cadre de recherche de la paix, plusieurs Accords ont été conclus, notamment :

- L'Accord de cessez-le-feu de Lusaka signé le 10/07/1999 ;
- L'Accord Global et Inclusif de Sun City signé le 17/12/2002 ;
- L'Acte Final des négociations politiques de Sun City signé le 02/04/2003 ainsi que le Mémoire sur la réunification de l'Armée ;
- Des efforts internationaux de stabilisation lancés en 2008 à la suite du rapprochement entre le Rwanda et la RDC (Communiqué de Nairobi de 2007) ;
- L'Accord Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la Région signé à Addis-Abeba, le 24 février 2013.

Notons par ailleurs que l'Accord de paix signé à Sun City en 2003 avait prévu la mise en place des institutions citoyennes pour la consolidation de la paix et la démocratie, notamment le Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, créé par Décret Présidentiel n°04/92 du 16/10/2004. Dans son développement, ce processus a été reformé en créant l'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, UEPNDDR en remplacement de la Commission nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, CONADER en sigle.

En 2009, à l'issue de la conférence sur la paix et le développement des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, il a été mis en place le Programme de Stabilisation et de Reconstruction des zones sortant des Conflits armés (STAREC), faisant ainsi suite au Programme AMANI créé en 2008.

Cependant, onze ans plus tard, en dépit de toutes ces initiatives les résultats attendus n'ont pas été atteints totalement.



Aussi, joignant l'acte à la parole, le Président de la République a-t-il tiré les leçons des faiblesses des premières expériences de programmes de DDR et de stabilisation pour envisager la mise sur pied d'un nouveau programme qui corrige et complète ces anciens processus de DDR1, DDR2, DDR3 et du Programme STAREC.

Les discussions amorcées depuis 2019 entre le gouvernement et la communauté internationale ont abouti, en 2020, à des compromis dont l'essence a donné lieu à la création, par l'Ordonnance N°21/038 du 04 juillet 2021, du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation, en sigle, P-DDRCS.

Ce Programme du gouvernement est placé sous la haute autorité du Président de la République, Chef de l'Etat, de qui la Coordination Nationale reçoit les orientations et à qui elle rend compte de leur exécution.

Il est, par ailleurs, selon l'article 3 de l'ordonnance 21/038 du 4 juillet 2021, l'unique structure nationale à travers laquelle se réalisent l'orientation générale, la coordination, la supervision et l'exécution des actions de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire, de stabilisation et de reconstruction dans les zones d'accueil des ex- combattants.

Il résulte de la fusion des deux anciens Programmes abrogés, à savoir : le Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, en sigle, PN- DDR », et le Programme de Stabilisation et Reconstruction des Zones sortant des Conflits Armés, « STAREC » en sigle ; tous deux respectivement mis en œuvre de 2004 à 2020 et de 2009 à 2020. Les membres de la Coordination Nationale du P-DDRCS ont été nommés par l'Ordonnance N°21/062 du 04 août 2021.

1.3. LEÇONS APPRISES

La nouvelle stratégie tient compte de leçons apprises des précédents programmes et initiatives. Elle est tirée des forces et faiblesses des expériences antérieures. Elle induit des innovations et érige des principes-clés pour la mise en œuvre efficiente du P-DDRCS. Sans être exhaustives, les faiblesses des processus précédents sont notamment :

- Manque de volonté politique traduit par la faible allocation des fonds au DDR et au STAREC, et un faible engagement dans la recherche des réponses adéquates aux principales causes des conflits ;
- Complicité de certains acteurs des institutions politiques et sécuritaires dans l'instabilité de certaines zones affectées par des conflits armés ;
- Faible capacité de trouver des solutions pour soutenir les femmes ex-combattantes et les EAFGA ainsi que le manque d'engagement contre leur stigmatisation ;
- Manque de financement du Programme pour le DDR enfants ;



- Eloignement des centres de démobilisation, non-respect de la durée du séjour des combattants dans les centres de préparation à la réintégration (CPR) ainsi que des mauvaises conditions de vie et d'accompagnement dans les CPR ;
- Frustration des ex-combattants suite à une discrimination observée dans le traitement et aux promesses non tenues ;
- Incompatibilité des kits avec la formation reçue et les réalités du milieu de réintégration ainsi que la distribution incomplète des kits ;
- Imposition des filières de formation et non-respect du calendrier de déploiement ;
- Approche individuelle interprétée comme une prime accordée à ceux qui ont pris les armes contre le pays ;
- Faible implication des communautés locales cibles dans les programmes d'où des tensions récurrentes entre les démobilisés et les communautés dans les milieux de réinsertion ;
- Insuffisance de dialogues et de sensibilisation préalables au désarmement et à la réintégration entre les communautés, les groupes armés et les autorités ;
- Faible appui à une réintégration durable (Approches AGR en lieu et place des appuis à la relance économique) et manque de suivi des bénéficiaires ;
- Absence de stratégie ou politique de gestion de l'accès à la terre en milieu de réintégration ;
- Manque de moyen pour l'application des recommandations sorties des dialogues, et manque d'adaptation aux réalités locales devant permettre l'engagement politique à la base ;
- Courte durée d'intervention (de deux ans) pour obtenir des changements durables et assurer la résilience des communautés aux chocs, entendu que l'investissement dans une zone nécessite une durée minimale d'engagement de 3 à 5 ans ;
- Partenaires opérationnels de qualité très variable, souvent à cause de manque de partenaires crédibles dans certaines zones de conflits. La constance et la durabilité des résultats atteints dans les projets s'en sont ressenties ; d'où la nécessité de faire des bons choix et de renforcer les capacités des partenaires opérationnels ;
- Initiatives de réintégration et de relèvement communautaire restées limitées à cause du manque de lien et de synergie entre les programmes de stabilisation et les autres programmes de développement du gouvernement.

II. NOUVELLE APPROCHE

Pour matérialiser la nouvelle vision, il a été nécessaire de concevoir une Stratégie Nationale. Le présent document, qui l'abrite, se veut un outil de référence pour tous les acteurs œuvrant en République Démocratique du Congo, à quelque niveau que ce soit, en matière de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et de



stabilisation. Il édicte, en effet, les principes, procédures et modalités d'opérations, en mettant en œuvre des synergies directes et indirectes qui devront régir les interventions de tous les acteurs, associations, organismes, ONG, structures privées et publiques impliqués dans le DDRCS en République Démocratique du Congo.

2.1. APPROCHE GLOBALE

Le P-DDRCS intègre le retour d'expériences des programmes antérieurs en corrigeant leurs faiblesses en termes de cadre institutionnel, d'approches stratégiques, de principes, de cibles, de vision, de mission, d'objectifs, de responsabilités et de partenariat. Ce faisant, le P-DDRCS change le paradigme en intégrant le processus de DDR et de Stabilisation dans une vision et une approche qui découlent du principe « **avec la communauté, dans la communauté, pour la communauté et par la communauté** ». Pour rappel, la communauté est comprise comme étant la population vivant dans un espace géographique bien déterminé.

Cette approche communautaire est en rupture avec les approches antérieures qui avaient pour centre d'intérêt les ex-combattants. Avec ce nouveau paradigme, il sera précisément question de renforcer la résilience des communautés de manière à préparer des opportunités d'accueil des ex-combattants et d'autres bénéficiaires. Ainsi, les communautés sont à la fois actrices et bénéficiaires du Programme.

Ce nouveau paradigme induit des innovations suivantes :

2.2. INNOVATIONS

- Une dimension Communautaire : « tout pour les communautés avec les communautés et dans les communautés » ;
- Le P-DDRCS comme outil de stabilisation, de résolution des conflits et de cohésion sociale ;
- La justice transitionnelle comme l'un des mécanismes de règlement des conflits, de réconciliation et de réparation des préjudices ;
- La lutte contre le financement des groupes armés et les trafics des armes ;
- La lutte contre les mouvements d'extrémisme violent et le terrorisme ;
- La participation aux efforts nationaux et régionaux de lutte contre les groupes armés étrangers et les combattants étrangers ;
- Le relèvement communautaire et le développement économique qui facilitent la réintégration, et s'attaquent substantiellement aux principales sources des conflits ;
- Une approche décentralisée qui prend en compte des spécificités locales dans la prise de décisions stratégiques et opérationnelles ;
- Une approche qui intègre les nouvelles normes et directives standard des Nations Unies (IDDRS) et de l'Union Africaine (OGN) ;



- Le Programme se focalise sur la restauration de la confiance entre la population et les institutions étatiques (administration publique, forces de défense et de sécurité) ;
- Le Programme est désormais civil, et interdit l'intégration automatique des combattants issus des groupes armés au sein des Forces Armées de la RDC et de la Police Nationale Congolaise ;
- L'enrôlement aux forces de défense et de sécurité est volontaire. Il se fait sur une base individuelle et conformément aux lois de la République en la matière ;
- Le PDDRCS s'inscrit dans l'interdiction de l'amnistie pour les crimes graves de droit pénal international et de droit international humanitaire ;
- Le programme s'intègre dans le Plan National de Développement du Gouvernement ainsi que dans les plans provinciaux et locaux de développement ;
- Le programme observe les principes de droits humains (droit de l'homme, droit international humanitaire, droit de l'enfant, droit de la femme, droit de personnes vulnérables) et le respect de toutes les résolutions pertinentes des Nations Unies et de l'Union Africaine ;
- Le P-DDRCS est mis en œuvre suivant le Plan Stratégique National et les sous-plans stratégiques provinciaux qui en sont la déclinaison au niveau des provinces ;
- Les objectifs du P-DDRCS visent à répondre aux causes profondes des conflits sur la base d'analyse des dynamiques des conflits actualisées ;
- Le P-DDRCS collabore avec les ministères sectoriels, les entités territoriales ainsi qu'avec les services spécialisés ; (Cfr Ordonnance n 21/038 du 4 juillet 2021, art 6) ;
- Le Cadre de Concertation (CCPAP) comme espace local d'échange, de concertation et d'appui au Programme ;
- L'implication des gouvernements provinciaux à travers le gouverneur de province, les ministères sectoriels ainsi que les entités territoriales et locales, dans la coordination des activités initiées par le P-DDRCS au niveau provincial et local ;
- Le privilège accordé aux projets de développement communautaire à long terme et basés sur l'exploitation des ressources naturelles locales ;
- La décentralisation comme approche et mode de gestion permettant l'impact rapide des projets dans la communauté des bénéficiaires ;

2.3. PRINCIPES DIRECTEURS

Le P-DDRCS est encadré dans tous ses aspects par les principes directeurs suivants :

i. La ferme volonté politique

Le succès du P-DDRCS dépend largement de l'engagement politique continu des animateurs du gouvernement national, des gouvernements provinciaux et des entités territoriales. La Coordination Nationale menera en permanence un plaidoyer auprès des institutions de la République pour leur implication, à tous les niveaux, dans la mise à



disposition des ressources gouvernementales ainsi que les réformes indispensables à la mise en œuvre du Programme.

ii. Synergie et collaboration avec d'autres structures publiques et programmes du Gouvernement

Pour un plus grand impact, le P-DDRCS, à tous les niveaux, identifiera et capitalisera les synergies avec d'autres programmes du gouvernement au niveau national, provincial et local en lien avec leurs différents plans de développement. Il mettra également à profit les différents plans d'action sur base des résolutions des Nations Unies et des Accords conclus au niveau régional et international.

iii. La décentralisation technique et opérationnelle

La stratégie nationale du P-DDRCS fixe le cadre général de l'opérationnalisation du Programme et oriente la conception des stratégies provinciales spécifiques ainsi que leur mise en œuvre. Les stratégies provinciales découlant de la stratégie nationale impliquent les gouvernements provinciaux, à travers leurs ministères sectoriels, les entités territoriales et locales, les communautés ainsi que la société civile locale dans leurs mises en œuvre.

Cette décentralisation technique et opérationnelle permettra la flexibilité dans les prises des décisions liées notamment à la mise en œuvre des projets, à l'évolution de l'environnement sécuritaire ainsi qu'aux contextes et contingences très spécifiques des provinces et des territoires. L'objectif visé ici est, en effet, d'assurer la proximité institutionnelle du P-DDRCS avec les communautés et toutes les autres parties prenantes, dans un cadre synergique bien choisi localement.

iv. Le P-DDRCS souscrit au principe d'arrangement institutionnel direct avec chaque bailleur pour la gestion bilatérale du financement.

Cette manière de procéder permet une collaboration beaucoup plus rapprochée, favorisant ainsi une grande visibilité dans les opérations de mise en œuvre et de suivi-évaluation. Elle rend plus claires la responsabilisation mutuelle et la redevabilité.

v. Non-intégration des ex-combattants dans les forces de défense et de sécurité.

L'intégration directe des ex-combattants dans les forces d'ordre et de défense (FARDC, PNC et autres services paramilitaires) par le biais du P-DDRCS est prohibée. L'enrôlement dans l'Armée, la Police ou au sein des corps assimilés est une option qui sera exercée sur base individuelle et du volontariat, selon les critères statutaires en vigueur (Article 10 de l'Ordonnance N°21/038 du 04 juillet 2021).

vi. Amnistie



L'amnistie n'est pas applicable pour le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et toute autre violation grave des droits humains.

Le P-DDRCS demeure, par ailleurs, respectueux du droit des victimes et des communautés à la vérité, à la justice et aux garanties de non-répétition.

vii. Responsabilité, transparence et redevabilité

Les principes de redevabilité et de transparence sont cruciaux pour le succès du Programme DDRCS. Le P-DDRCS définit clairement les rôles ainsi que les redevabilités à tous les niveaux de responsabilité dans le manuel d'exécution.

Sur la gestion financière en particulier, le P-DDRCS s'engage à respecter les règles et normes de passation des marchés, les procédures de gestion administrative et financière agréées par le gouvernement de la RDC et ses partenaires d'appui au développement.

En outre, le P-DDRCS mettra en place un système de communication qui assure l'accès aux informations sur la mise en œuvre du Programme. Ainsi, il sera renforcé la confiance entre toutes les parties prenantes, ce qui permettra l'efficacité dans la prise de décisions.

viii. Promotion et protection des droits humains

Toutes les dispositions du droit international humanitaire, des droits de l'homme, du droit pénal international et du droit international des réfugiés ainsi que le cadre juridique national s'appliquent de manière transversale à tous les aspects du Programme DDRCS.

ix. Respect des valeurs éthiques

Le personnel du P-DDRCS ainsi que celui des agences d'exécution sont tenus au respect de la loi et à la stricte observance des règles éthiques dans l'exercice de leurs fonctions respectives. Ceci inclut la prévention contre l'exploitation et abus sexuels (PSEA), le respect du code de conduite et des normes requises par le code éthique et déontologique des agents publics de l'Etat.

x. Implication et appropriation des organisations locales

Le P-DDRCS privilégiera un partenariat local avec des structures et organisations existantes pour maximiser l'appropriation et la pérennisation des actions du Programme, avec un focus spécifique de donner les opportunités aux organisations de jeunes.

xi. Le refus de tout cahier de charges des groupes armés

Le Programme DDRCS de tous les éléments des groupes armés se réalisera sans conditions et rejette tout cahier de charges émanant de ces derniers.

xii. Primauté des communautés



Le P-DDRCS a le mérite d'apporter des innovations conceptuelles et opérationnelles majeures qui consolident la primauté des communautés à travers une nouvelle vision qui donne plein effet au principe « ***avec la communauté, dans la communauté, pour la communauté et par la communauté*** ». Ainsi, le nouveau Programme se présente comme un ensemble d'actions coordonnées visant la transformation socio-économique et l'amélioration des conditions de vie des communautés locales (villages, groupements, secteurs, les populations y compris les ex-combattants issus des groupes armés locaux congolais appelés à retourner dans la vie normale au sein de ces communautés et villages).

xiii. La lutte contre les stigmas socio-culturels

Enfin, le PDDRCS s'engage à lutter contre toute forme de stigmatisation socio-culturelle (âge, sexe, tribu, ethnie, religion, communauté d'appartenance, etc.)

III. VISION ET OBJECTIF

3.1. VISION

La vision du P-DDRCS s'inscrit dans une logique globale de stabilisation et de prévention des conflits grâce à une cohabitation pacifique des populations et des efforts coordonnés de tous les acteurs dans une totale synergie, en vue de redynamiser les initiatives économiques communautaires et de contribuer au développement global et durable.

Le P-DDRCS se situe, par ailleurs, dans la perspective du retrait progressif de la MONUSCO. A cet effet, il y a nécessité d'une étroite collaboration et d'un partenariat stratégique en vue de renforcer les capacités du P-DDRCS et d'assurer le transfert des responsabilités le moment venu.

Bref, la vision du P-DDRCS est la promotion de la paix, la résolution des conflits, la sécurité, le développement économique et social des communautés.

3.2. OBJECTIFS

- **Objectif général :**

L'objectif général du P-DDRCS est de contribuer à la consolidation de la paix, à la réconciliation nationale, à la reconstruction socioéconomique ainsi qu'à la stabilité de la RDC.



- **Les objectifs spécifiques sont :**

- i. Contribuer à la résolution de conflit et à la cohésion sociale dans les zones cibles ;
- ii. Contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones affectées par les conflits et améliorer la sécurité ;
- iii. Contribuer au relèvement communautaire et au développement économique, conformément aux plans de développement locaux afin de créer plus d'opportunités en faveur des jeunes et stimuler le retour des déplacés ainsi que des réfugiés ;
- iv. Contribuer au renforcement de la gouvernance locale participative, et assurer la réintégration durable des bénéficiaires du Programme.

3.3. IMPACTS-RESULTATS ATTENDUS A LONG TERME

Le P-DDRCS définit les résultats principaux ci-après autour des objectifs spécifiques stratégiques du Programme :

- i. Les populations des zones naguère en conflit peuvent vaquer à leurs occupations sans inquiétudes à la suite de la réduction des violences ;
- ii. Les populations des zones naguère en conflits vivent en harmonie à la suite du renforcement des structures locales de dialogue ;
- iii. L'autorité de l'Etat est rétablie, la gouvernance inclusive améliorée et la confiance entre la population et l'Etat restaurée ;
- iv. La productivité et les revenus sont augmentés dans les zones cibles ;
- v. Les bénéficiaires du programme jouissent d'une réintégration durable dans leurs communautés ;
- vi. Le recrutement des jeunes dans les groupes armés et les activités illégales sont réduits dans les zones en conflit.

3.4. THEORIE DU CHANGEMENT

Si (1) le mécanisme d'amélioration de la sécurité est effectivement mis en œuvre, et les groupes armés ainsi que leurs méfaits sont réduits, et **Si (2)** l'on observe une réduction importante de la violence et des conflits intercommunautaires, et **Si (3)** l'autorité de l'Etat est rétablie et la gouvernance inclusive dans les zones conflits améliorée alors les populations dans les zones en conflit peuvent vivre en harmonie et vaquer à leurs occupations sans inquiétudes.

Si (1) les structures locales de dialogue sont renforcées et leurs rôles accrus dans la planification de leurs besoins de stabilisation, et **Si (2)** les mécanismes de résolution des conflits sont développés, **Si (3)** la gouvernance au niveau local sur les plans sécuritaire, économique, minier, foncier est améliorée alors les communautés jadis en conflits vivront dorénavant dans la cohésion sociale et la stabilité.



Si (1) les communautés bénéficient des formations qualifiantes, et Si (2) les communautés formées sont organisées coopératives et regroupées en centre de développement communautaire, et Si (3) elles accèdent aux crédits à travers des institutions de microfinances alors il y aura augmentation significative de la productivité, des revenus et un développement économique durable dans les zones cibles.

IV. CADRE INSTITUTIONNEL DU P-DDRCS

4.1. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Le P-DDRCS accomplit ses missions à travers les structures instituées par l'Ordonnance n°21/038 du 04 juillet 2021 aux niveaux national, provincial et local, en concertation avec le gouvernement central et les exécutifs provinciaux ainsi qu'avec les institutions, organismes, associations, partenaires, personnes physiques opérant au niveau local et international avec des missions similaires ou intervenant dans le champ de ses activités.

Le cadre institutionnel de gestion du Programme de DDRCS comprend :

Au niveau national:

- Le Comité de Pilotage
- La Coordination Nationale
- Le Comité Technique

Au niveau provincial:

- La Coordination Provinciale

Au niveau local:

- Les Antennes Territoriales

Un règlement intérieur élaboré par la Coordination Nationale et approuvé par le Comité de Pilotage fixe le fonctionnement de la Coordination Nationale, du Comité Technique, des cellules spécialisées ainsi que de la Coordination Provinciale et des Antennes Territoriales.

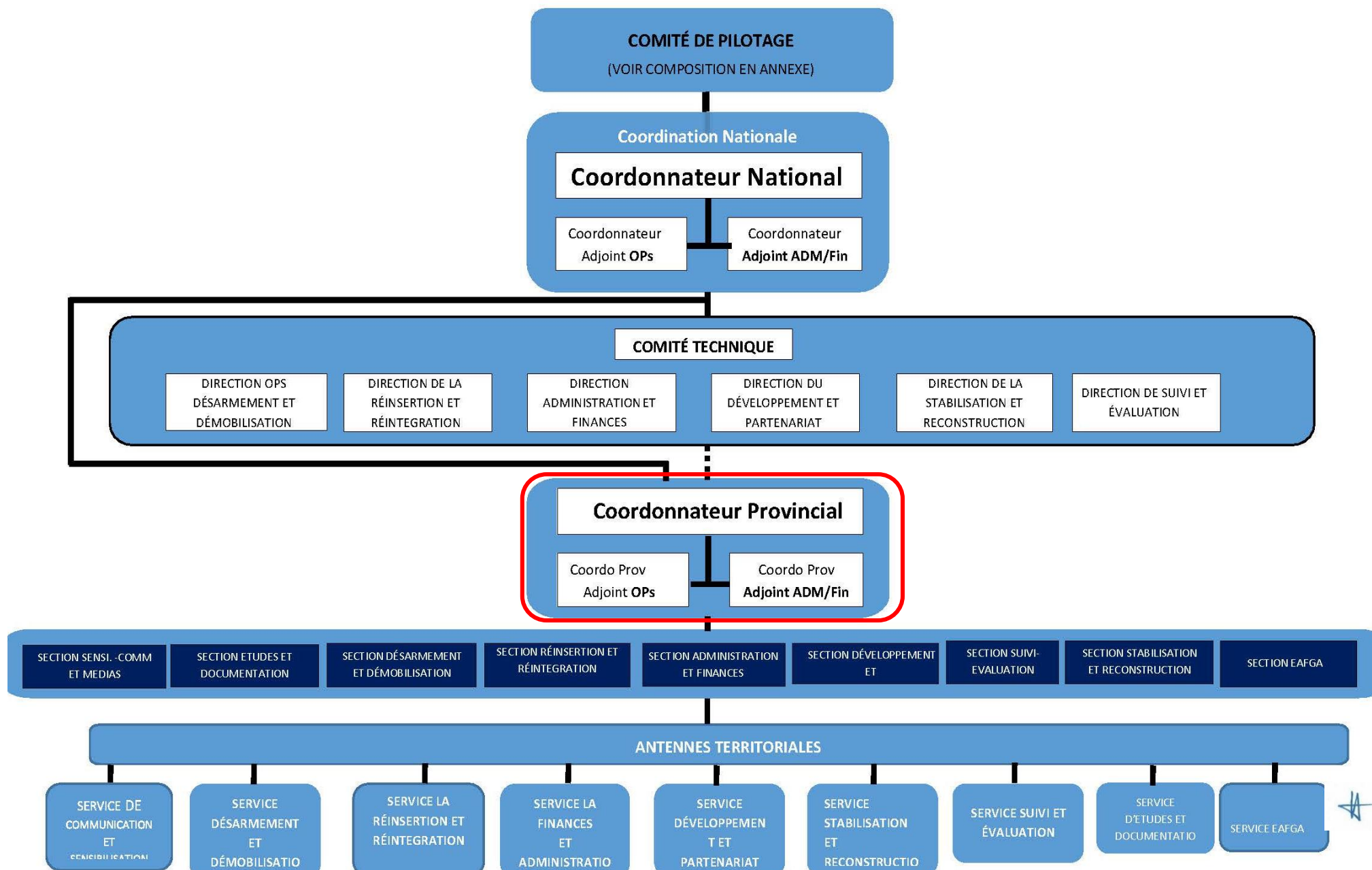
4.2. ORGANIGRAMME DU P-DDRCS

Cet organigramme se présente sous trois niveaux : Coordination Nationale, Coordination Provinciale et Antenne Territoriale.

Le mode de recrutement et les attributions du personnel de P-DDRCS sont définis dans le manuel des procédures administratives.



ORGANIGRAMME DU PDDRCS



4.3. ROLES ET RESPONSABILITES

- **Le Comité de Pilotage**

Le Comité de Pilotage est l'organe de conception, d'orientation, d'évaluation et de surveillance. A ce titre, il est chargé notamment de :

- Définir les principes et d'arrêter les pratiques qui s'appliqueront au P-DDRCS, y compris ceux qui ne sont pas formellement étiquetés « DDR » ainsi que ceux qui sont en lien étroit avec la planification et le développement local ;
- Déterminer une approche intégrant l'Etat de droit, la sécurité, la gouvernance, la justice transitionnelle, le développement social, le soutien psychosocial et le développement économique durable afin de restaurer la cohésion sociale au sein des communautés, en mettant l'accent sur la réduction des délais entre le désarmement et le relèvement en vue de maintenir un momentum dans le processus ;
- Fixer les matières et les tâches qui relèvent de la compétence des structures nationales, provinciales et locales ;
- Assurer le respect strict de la lettre et de l'esprit de la mission du P- DDRCS ;
- Veiller à l'atteinte de ses objectifs ;
- Approuver la feuille de route de ses activités, son budget et de s'assurer de leur mise en œuvre ;
- Assurer le suivi permanent de l'exécution du P-DDRCS.

Le Comité de Pilotage est présidé par le Président de la République et, en cas d'empêchement, par le Premier Ministre. Il se réunit trimestriellement sur convocation de son Président, et chaque fois que de besoin.

- **La Coordination Nationale**

Le P-DDRCS est dirigé par un Coordonnateur National, assisté d'un Coordonnateur National Adjoint chargé des Questions Techniques et Opérationnelles ainsi que d'un Coordonnateur National Adjoint chargé des Questions Administratives et Financières. Ils constituent la Coordination Nationale.

La Coordination Nationale a pour mission de :

- Exécuter les missions du P-DDRCS suivant les principes, les pratiques, les orientations, l'approche et la répartition des compétences arrêtées par le Comité de Pilotage et la stratégie proposée par le Comité Technique ;
- Aider les Coordinations Provinciales et les Antennes Territoriales dans la formulation des budgets de leurs entités et de veiller à la conformité aux principes de base et aux mécanismes établis au niveau national des programmes.

Il s'agit de :

- Bannissement de l'amnistie pour des crimes de guerre et crimes imprescriptibles afin de ne pas consacrer l'impunité ;
- Refus de tout cahier de charges émanant des groupes armés ;
- L'intégration systématique des communautés, de la société civile et du secteur privé dans les instances de concertation ;



- Elaborer son budget global qui intègre les plans opérationnels des provinces ;
- Faire le suivi de mobilisation et de décaissement des fonds auprès des institutions nationales et des partenaires extérieurs ;
- Veiller à ce que l'ensemble des projets du P-DDRCS mette en pratique le principe de concertation élargie entre les communautés, les acteurs humanitaires, les forces de défense et de sécurité ainsi que les autorités provinciales et locales, et ce, à toutes les phases du processus ;
- Mettre en place, à tous les niveaux, un cadre de dialogue qui réunit les partenaires nationaux et internationaux ;
- Créer et développer un lien opérationnel entre l'ensemble des acteurs du P-DDRCS afin de renforcer la synergie d'actions et la gestion optimale des ressources disponibles ;
- Assurer le renforcement des capacités du personnel de la Coordination Nationale, des Coordinations Provinciales et des Antennes Territoriales ;
- Superviser et contrôler les activités des Coordinations Provinciales et des Antennes Territoriales ;
- Mobiliser les fonds au niveau interne et auprès des bailleurs ;
- Accompagner et valider les budgets des Coordinations Provinciales et des Antennes Territoriales, et en assurer le suivi et l'évaluation.

• Le Comité Technique

Le Comité Technique, en sigle « CT », est l'organe d'appui technique du P- DDRCS. Il constitue un support technique à la disposition de la Coordination Nationale.

En exécution des instructions de la Coordination Nationale, il peut donner des avis et faire des recommandations aux Coordinations provinciales et aux Antennes territoriales. A ce titre, il conçoit l'ensemble de la stratégie de mise en œuvre du P- DDRCS qu'il soumet à la validation et à l'approbation du Comité de Pilotage.

Il fournit à ce dernier et à la Coordination Nationale tous éléments, informations et précisions en rapport avec la mise en œuvre sur terrain des orientations stratégiques, approches et recommandations de ces organes.

Le Comité Technique est constitué de Directeurs chargés respectivement de :

- Désarmement et Démobilisation,
- Réinsertion et Réintégration,
- Administration et Finances,
- Développement et Partenariats,
- Stabilisation et Reconstruction,
- Suivi - Evaluation.

Les membres du Comité technique conseillent et assurent l'étude des dossiers leur attribués, donnent les avis sur les questions qui leur sont soumises par la Coordination Nationale. Chacun d'eux peut exécuter toute autre mission lui confiée par le Coordonnateur National.



Le P-DDRCS intègre en son sein des cellules spécialisées. Elles sont constituées des experts chacun ayant un domaine spécifique.

- **La Coordination Provinciale**

La Coordination Provinciale est l'organe de supervision et d'exécution des actions du P-DDRCS au niveau des Provinces concernées. A cet effet, elle est chargée de :

- Identifier et enregistrer toutes les organisations œuvrant dans le domaine de la paix, sécurité, stabilisation et développement économique et social ;
- S'assurer de la conformité des activités des agences d'exécution à la vision et au plan d'actions du P-DDRCS et de la Province ;
- Mener les activités de Monitoring et d'évaluation ;
- Veiller à l'ancrage des projets mis en œuvre en provinces dans les piliers et segments du P-DDRCS ;
- Gérer au quotidien toutes les activités, y compris le personnel, les ressources matérielles et financières mis à disposition, et faire rapport à la Coordination Nationale ;
- Sensibiliser les forces politiques et sociales de la Province pour adhérer à la vision du P-DDRCS ;
- Appuyer techniquement le Cadre de Concertation pour la Paix et Appui au Programme (CCPAP) ;
- Appuyer techniquement la Conférence Provinciale pour la Paix, la sécurité et le Développement (CPPSD) ;
- Elaborer le plan opérationnel de la coordination provinciale du P-DDRCS ;
- Elaborer les projets du P-DDRCS selon les besoins et les contingences de la Province ;
- Valider et superviser les projets exécutés par les partenaires.

La Coordination Provinciale est dirigée par un Coordonnateur Provincial assisté de deux Coordonnateurs Provinciaux Adjoints dont l'un chargé des questions techniques et opérationnelles, et l'autre des questions administratives et financières.

La Coordination Provinciale est assistée des sections techniques se rapportant aux secteurs opérationnels.

Pour plus d'efficacité et de proximité, il est mis en place, au niveau de la Coordination Provinciale, un cadre d'échanges et de concertation avec les bailleurs et les partenaires du Programme. Ce cadre se réunit ordinairement une fois le mois, extraordinairement chaque fois que de besoin.

- **Les Antennes Territoriales**

Au niveau local, le P-DDRCS agit à travers les Antennes Territoriales instituées au niveau de chaque territoire concerné. Chaque Antenne Territoriale comprend un Chef d'Antenne, un Chef d'Antenne Adjoint et 6 Chefs de Services se rapportant à 6 secteurs opérationnels. Ils sont supervisés par la Coordination Provinciale et collaborent étroitement avec les partenaires intervenant dans le processus DDRCS au niveau local. Les antennes dressent régulièrement, à l'attention de la Coordination Provinciale, un



rapport circonstancié sur l'exécution et le suivi du P-DDRCS dans leurs aires géographiques.

- **Le service du personnel d'appoint**

Le P-DDRCS dispose d'un personnel d'appoint administratif et technique nécessaire à son bon fonctionnement à chaque niveau suivant le cadre organique fixé par le règlement intérieur.

Le recrutement du personnel d'appoint à l'instar de tout le personnel du P-DDRCS se fera sur base des critères objectifs et légaux prédéfini, conformément au Code du Travail en République Démocratique du Congo.

- **Le Cadre de Concertation pour la Paix et l'Appui au Programme, « CCPAP »**

Concept et mission

Pour matérialiser la décentralisation au profit des Coordinations Provinciales et Antennes Territoriales, suivant l'approche communautaire et participative, le P-DDRCS met en place un cadre de concertation pour la paix et l'appui au Programme, CCPAP en sigle.

C'est une structure d'accompagnement et d'appui au Programme DDRCS qui regroupe et mobilise toutes les forces vives disponibles dans la communauté ainsi que les partenaires pour sensibiliser et conscientiser la population et les groupes armés en vue de la mise en œuvre efficiente du Programme.

Il se définit aussi comme un cadre de plaidoyer pour la mobilisation des fonds.

Il évolue à travers la trilogie Etat-Communautés-Partenaires pour l'aboutissement heureux du P-DDRCS en province.

Objectif

Son objectif est d'accompagner et d'appuyer le P-DDRCS dans le processus d'amélioration de l'environnement sécuritaire, de relèvement communautaire ainsi que de développement économique à travers des échanges entre différentes composantes, parties prenantes du programme et forces vives de la Province.

Fonctionnement et thématiques

Les membres du CCPAP sont sélectionnés, au niveau de la province, à l'issue d'un processus consultatif entre les structures étatiques, les différentes forces vives, les communautés tribales et l'Assemblée provinciale. Les listes des représentants de différentes composantes sont déposées à la Coordination Provinciale du P-DDRCS et soumises au Gouverneur de province pour accréditation. Au niveau territorial, la liste est dressée par le Chef d'Antenne du P-DDRCS et accréditée par le responsable de l'entité administrative.



Le cadre de concertation est structuré de la manière suivante :

- Le modérateur : le Gouverneur, pour la province ; et le chef de l'entité administrative locale, pour l'antenne ;
- Le secrétariat exécutif : le Coordonnateur Provincial du P-DDRCS pour la province, et le chef d'antenne du P-DDRCS, pour l'entité administrative locale ;
- Le rapporteur : la société civile.

Le Cadre de concertation compte également des conseillers et membres. Ces derniers sont suffisamment représentatifs de toutes les composantes des forces vives utiles au Programme. La représentativité et les valeurs intrinsèques des membres garantissent des débats riches et concluants sur les grandes préoccupations du Programme en provinces ou dans les antennes.

Les membres du CCPAP sont regroupés autour des thématiques suivantes : (i) Résolution des conflits et Cohésion sociale, (ii) Restauration de l'autorité de l'Etat et Sécurité, (iii) Relevement et Réintégration communautaires, (iv) Stabilisation et développement économique et social, (v) Communication et Sensibilisation.

Du cadre de gestion des projets

Pour plus de proximité et d'efficacité, il est mis en place, au niveau de chaque province, un cadre de gestion des projets spécifiques par souci de responsabilisation, de transparence et de redevabilité.

V. PARTENARIAT

Le P-DDRCS travaille en collaboration et en partenariat avec toutes les organisations impliquées dans les questions de désarmement, de démobilisation, de réintégration communautaire, de stabilisation et de reconstruction.

Il s'agit notamment de :

1. Des Ministères sectoriels

Les ministères sectoriels sont les ministères du gouvernement central en charge des politiques publiques et des programmes relevant de leurs domaines respectifs.

Ils sont directement impliqués dans la mise en œuvre du P-DDRCS à 4 niveaux :

- Au niveau politique, pour le pilotage général du Programme, en tant que membre du Comité de Pilotage du P-DDRCS ;
- Au niveau stratégique, pour des orientations spécifiques en tant que responsables des axes stratégiques relevant de leurs domaines ;
- Au niveau du suivi et assurance de la qualité des activités menées en lien avec les politiques, les stratégies et normes sectorielles ;
- Au niveau opératif, comme structure impliquée dans la mise en œuvre.



2. Les différents services spécialisés de l'Etat et les différentes Institutions publiques ;

3. Les exécutifs provinciaux (Gouvernements provinciaux)

C'est notamment les Gouverneurs des provinces, les Ministères provinciaux sectoriels et les Administrateurs des territoires.

Leur implication est nécessaire à plusieurs niveaux :

- Appui Institutionnel au Programme ;
- Elaboration et validation de la sous-stratégie provinciale et des plans opérationnels provinciaux en collaboration avec le P-DDRCS ;
- Mobilisation et sensibilisation positives de différents acteurs étatiques et communautés autour du Programme à travers notamment les CCPAP ;
- Supervision générale et coordination des interventions en lien avec leurs secteurs dans leurs entités géographiques respectives en collaboration avec le P-DDRCS ;
- Accompagnement pour la mise en œuvre des projets liés à leurs secteurs respectifs ;
- Accompagnement en lien avec le plan général de développement des entités ;
- Reporting.

4. Les organisations de la société civile (associations, ONG, mutualités...) au niveau local.

Ces organisations sont considérées comme des maillons importants du fait de leur rôle dans la fourniture des prestations aux bénéficiaires. Elles possèdent un potentiel de contribution aux programmes développés et de l'utilisation des ressources mobilisées à ces niveaux en soutien à l'effort de promotion du P-DDRCS. Ils assurent également la promotion de la participation qualitative et quantitative de la population aux instances de prise de décisions du niveau national et local. Ainsi, le P-DDRCS collaborera avec toutes les instances de la société civile, son collectif notamment le Cadre de Concertation de la Société Civile en RDC.

Concrètement, leur implication est nécessaire et attendue au niveau de :

- La sensibilisation ;
- La mise en œuvre des actions du P-DDRCS en phase avec les piliers de la stratégie et en ciblant les bénéficiaires ;
- La mobilisation des acteurs au niveau local et communautaire ;
- L'alignement d'autres programmes en cours sur la stratégie nationale et les sous-stratégies provinciales du P-DDRCS ;
- La participation aux cadres de concertation du P-DDRCS (CCPAP)

5. Les opérateurs économiques, pour leur importance dans l'inclusion financière au sein des communautés ;

6. Les personnes physiques de grande notoriété opérant au niveau local, national, régional et International ayant des missions similaires ou intervenant dans le champ du DDRCS.

Leur implication est importante pour concrétiser une mobilisation positive de différents acteurs influents autour du programme.



7. Les institutions de coopération bilatérales et multilatérales prendront aussi une part active à la mise en œuvre des actions du P-DDRCS notamment à travers l'appui technique et financier.

Cet appui se concrétise de plusieurs manières, à savoir :

- Des recommandations sur la stratégie nationale et sur les sous-stratégies provinciales ;
- La participation, le cas échéant, comme invité au Comité de pilotage du P-DDRCS ;
- L'appui technique et financier directement au P-DDRCS ou à travers d'autres instruments de financement contribuant aux objectifs et stratégies du P-DDRCS ;
- Renforcement des capacités de la chaîne des acteurs impliqués dans l'identification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du P-DDRCS.

8. Les Partenaires d'Exécution :

Le P-DDRCS fera exécuter la grande majorité de ses activités par des partenaires faisant preuve d'une expertise avérée dans leur domaine d'intervention.

Ces derniers seront recrutés conformément aux règles de passations des marchés publics en vigueur en RDC et selon les exigences de bailleurs.

Il s'agira notamment des ONG locales, des services publics spécialisés, des ONG internationales, des structures de formations publiques ou privées ou des associations légales autorisés à fonctionner sur le territoire national de la RDC.

Un contrat de partenariat conclu entre le P-DDRCS et le PE déterminera l'effectif des bénéficiaires à encadrer, la nature des activités à réaliser, les modalités de supervision, les coûts des interventions et autres dispositions contractuelles.

VI. LES CIBLES ET BENEFICIAIRES

6.1. STRATEGIE DE CIBLAGE

Les bénéficiaires du P-DDRCS sont identifiés dans la communauté par les leaders communautaires, les chefs coutumiers, les organisations et structures locales œuvrant dans les zones. Par contre, les ex-combattants sont identifiés par la procédure habituelle de screening et d'enregistrement (manuel et biométrique) pendant les opérations IVO (cfr démobilisation) avec un rôle accru des communautés dans l'identification de ces derniers.

La cartographie des zones de retour des démobilisés et des retournés sera finalisée à l'issue des opérations d'Identification, de Vérification et d'Orientation (IVO) des combattants admis dans le processus au niveau des Provinces et des Territoires suivant les dynamiques des conflits. Elle définira les aires géographiques et les communautés d'accueil des ex-combattants. Cette cartographie guidera ainsi l'analyse des opportunités socioéconomiques.



6.2. GROUPES CIBLES IDENTIFIES :

a. Les groupes armés nationaux

Le P-DDRCS s'applique à tous les groupes armés nationaux opérant sur l'ensemble du territoire de la République Démocratique du Congo.

Dans une première phase, il sera mis en œuvre dans les provinces de l'Ituri ainsi que de Nord-Kivu et Sud-Kivu. Par la suite, le Programme s'étendra sur d'autres provinces où persistent des poches d'insécurité dues aux groupes armés en tenant compte de la cartographie mise à jour. Il s'agit notamment des Provinces de Tanganyika, Maniema et du Grand Kasai.

Le PDDRCS dispose d'une cartographie des groupes armés qui sera actualisée de façon permanente en fonction des facteurs contextuels des dynamiques et de l'environnement socio-politique et sécuritaire dans la zone.

b. Les groupes armés étrangers

Le P-DDRCS prend également en compte les groupes armés étrangers et des combattants étrangers se trouvant au sein des groupes armés nationaux. En étroite collaboration avec les structures spécialisées des Nations Unies et des structures de la CIRGL, il met en place un mécanisme de traitement de ces derniers.

Ce mécanisme aura pour objectif principal le désengagement des groupes armés étrangers en vue de leur enrôlement dans un processus de rapatriement volontaire et de réintégration dans leur pays d'origine.

c. Les personnes à réintégrer

Pour les volets réinsertion et réintégration, les démobilisés, les EAFGA et d'autres personnes à réinsérer et à réintégrer, notamment les personnes associées, les dépendants, les retournés, les réinstallés, les jeunes à risque sont ciblés par le programme. Ils sont identifiés au niveau local avec l'implication des leaders des communautés et de la société civile locale.

Dans le but de maintenir la dimension communautaire du programme et écarter toute impression d'attribuer une prime à la guerre, le ratio des autres bénéficiaires à intégrer sera beaucoup plus large que celui des démobilisés. Ceci aura un effet psychologique positif sur les communautés et facilitera à coup sûr l'acceptation des démobilisés par ces dernières.

d. Communautés identifiées

Le P-RDDRCS compte parmi ses bénéficiaires les populations vivant dans les zones à conflits ainsi que celles localisées dans les zones à risque. Ces populations seront impliquées dans les interventions du P-DDRCS en tant qu'acteurs (formateurs, mobilisateurs, encadreurs, etc.) mais aussi en tant que bénéficiaires.

e. Effectifs prévisionnels des groupes armés à traiter

Le Programme prévoit la prise en compte d'un effectif évalué à plus de 100 000 combattants sur l'ensemble du territoire national.



Dans la première phase, le programme prévoit le traitement d'un effectif évalué à plus de 20.000 hommes pour les provinces ciblées de l'Est : Ituri – Nord Kivu - Sud Kivu. Néanmoins, il sied de signaler que cet effectif pourra s'élargir quand le Programme s'étendra à d'autres provinces où subsistent des poches d'insécurité dûes aux groupes armés.



TITRE 2 : MISE EN ŒUVRE DU P-DDRCS

Pour atteindre ses objectifs, le P-DDRCS concentre ses interventions sur cinq (5) piliers stratégiques ci-après :

1. Résolution des conflits et cohésion sociale ;
2. Restauration de l'autorité de l'Etat et sécurité ;
3. Relevement et réintégration communautaires ;
4. Stabilisation, développement économique et social ;
5. Communication et sensibilisation.

VII. LES PILIERS STRATEGIQUES

Les cinq (5) piliers stratégiques sont déclinés en segments. Ces derniers constituent un ensemble d'actions envisagées pour atteindre les objectifs du Programme. Les sous-stratégies provinciales découleront des piliers stratégiques, suivant les réalités et spécificités de chaque province.

7.1. Pilier 1 : RESOLUTION DES CONFLITS ET COHESION SOCIALE

Les conflits étant au centre de tous les dérèglements de la vie politique, économique, sociale, sécuritaire et diplomatique, la résolution de ces conflits est un préalable indispensable ; Elle ouvre la voie à la paix et à la cohésion sociale et donne ainsi accès à l'exécution de toutes les politiques publiques du Gouvernement. Ce pilier intègre le dialogue démocratique, la justice transitionnelle et une analyse profonde de la dynamique régionale de conflit.

Ces actions impliqueront tous les acteurs ayant une influence quelconque sur les conflits. Il s'agira notamment des chefs coutumiers, des animateurs du secteur de sécurité, du secteur privé, des membres des communautés et tribus, des responsables des entités territoriales, des chefs religieux, la société civile, des représentants des jeunes et des femmes tous dans une dynamique de dialogue démocratique.

Des plans d'actions locaux seront élaborés sur la base des résultats du dialogue démocratique. Ils viseront, entre autres, à influencer les comportements des acteurs clés qui exercent une influence quelconque sur les dynamiques des conflits, y compris « les tireurs de ficelles » afin de renforcer leur adhésion aux processus de résolution des conflits et de réduire les risques de manipulations politiques et identitaires.

Le caractère sous-régional du conflit sera abordé à partir d'un travail rigoureux sur la dynamique régionale des conflits (Segment 3).

Les capacités des structures locales et des leaders communautaires seront renforcées pour leur permettre de mener un plaidoyer efficace au nom des communautés desservies. Des actions qui contribueront à renforcer la confiance entre ces communautés et l'État seront menées.



7.1.1. Dialogue démocratique (*Segment 1*)

Le dialogue démocratique est compris comme un processus de résolution des conflits qui encourage une plus vaste participation des communautés. Il aborde toutes les thématiques liées aux conflits en vue des résolutions durables.

Pour le P-DDRCS, c'est une approche participative et fortement inclusive. Son opérationnalisation procède d'une consultation des leaders et forces vives des communautés. S'y associent également les animateurs des institutions publiques dans un schéma de synergie, en tenant compte de différentes dynamiques des conflits.

De par les interactions communautaires qu'il structure, Il a vocation d'aborder positivement le passé douloureux dans le but de le corriger dans le présent, et d'asseoir un climat de paix et d'assurance mutuelle. Il mobilise toutes les conditions nécessaires de promotion du dialogue, favorise la réconciliation et la cohésion sociale, la relance économique et la restauration de l'autorité de l'Etat. C'est la rampe de lancement du relèvement et de la réintégration communautaires, du bon vivre ensemble et de la stabilité.

Ainsi, il sera question de :

1. Placer les communautés concernées au centre de la recherche des solutions ;
2. Construire un système de gouvernance plus inclusif, redevable et transparent favorisant la paix et la cohésion sociale ;
3. Développer des approches sécuritaires adaptées à la nature du contexte et des dynamiques sécuritaires locales ;
4. Engager les acteurs à prendre des actions en faveur du processus, notamment la sensibilisation pour la reddition des groupes armés, l'établissement de la cartographie des groupes armés ; l'identification des centres de formation aux métiers ;
5. Développer des plans d'actions pour la résolution de conflit et soutenir la mise en œuvre de ces plans par un engagement politique et la mise à disposition des ressources financières.

Le dialogue démocratique repose sur une triple démarche qui consiste à :

1. Comprendre et transformer les dynamiques locales dans lesquelles s'enracinent les conflits violents ;
2. Apporter une réponse intégrée (communautaire – politique – économique – militaire) à la problématique des groupes armés dans les zones concernées par le processus ;
3. Mener un plaidoyer pour un indispensable engagement des institutions et des acteurs politiques.

Le dialogue démocratique utilise le CCPAP comme un outil d'appui au processus de résolution des conflits et de promotion de la cohésion sociale. Ce cadre de concertation donne des orientations et veille à l'engagement politique du processus. Le PDDRCS s'appuiera également sur les mécanisme et/ou structures de dialogue existant dans chaque milieu.

Les efforts de dialogue démocratique seront soutenus par une sensibilisation ciblée en vue de promouvoir les conditions propices au vivre-ensemble, de prévenir des



perturbations et surprises désagréables, et de lutter contre le discours de haine entre les communautés.

Ainsi, le P-DDRCS amènera les communautés à construire individuellement et collectivement des relations d'interdépendance de manière durable.

7.1.2. Justice transitionnelle (Segment 2)

On entend par justice transitionnelle un ensemble de mesures judiciaires et non judiciaires prises par un Etat pour réparer les injustices commises envers les citoyens et les communautés au cours de la période des conflits.

Elle repose sur la vérité, la justice, la réparation et la garantie de non répétition.

Elle permet de jeter les bases d'une réconciliation et de reconstruire une société capable de prévenir la répétition des violences passées.

Le P-DDRCS impliquera les communautés et capitalisera les mécanismes traditionnels de résolution des conflits (Barza et autres mécanismes). Concrètement, il sera question de traiter le passé, de se convenir sur la manière dont les crimes tout comme les torts d'hier seront réparés et comment gérer la mémoire entendu que la priorité sera accordée à la réconciliation des individus et des communautés dans ces dernières.

Dans cette même perspective, le P-DDRCS encouragera les efforts nationaux et internationaux en matière de justice transitionnelle et coopérera pour sa mise en oeuvre. De façon spécifique, les plaidoyers en matière de justice transitionnelle auront pour objectifs de :

- Reconnaître officiellement que les droits des victimes ont été violés ;
- Rechercher la vérité et préserver la mémoire collective ;
- Rendre justice aux victimes et apporter réparation des torts subis ;
- Réprimer les crimes commis et punir leurs auteurs ;
- Prévenir la commission de nouveaux crimes ;
- Contribuer à la réconciliation, à la coexistence pacifique et à la cohésion sociale ;
- Contribuer à la restauration et à la préservation de la mémoire collective.

7.1.3. Dynamique régionale des conflits (Segment 3)

Les conflits en République démocratique du Congo sont complexes. Leurs causes sont à la fois endogènes et exogènes. La proximité géographique, culturelle et historique de ce pays avec ses voisins, plus particulièrement ceux de l'Est, expliquent parfois sa situation sécuritaire. Beaucoup de rapports et enquêtes attestent précisément que certains pays voisins cherchent à trouver en RDC des solutions à leurs problèmes démographiques, fonciers, économiques et sécuritaires. Cela constitue un facteur majeur de perturbation de la sécurité et de pillages des ressources en RDC. Cette situation induit en même temps la création des groupes armés locaux pour l'autodéfense, permet l'allégeance d'autres aux puissances étrangères, et assoit des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo dont ils font leur base arrière. En définitive, elle finit par créer



ou aggraver les conflits dans les communautés, rendant difficile, voire impossible, la solution de paix.

Il conviendrait de souligner que la faiblesse ou l'absence de l'autorité de l'Etat, la porosité des frontières, les migrations massives et incontrôlées, la prédation orchestrée par des réseaux maffieux régionaux, avec des relais internes, et la convoitise des ressources naturelles alimentent ces conflits.

Le P-DDRCS est conscient de cet aspect régional des conflits avec tout ce qu'ils comportent comme enjeux géostratégiques et défis régionaux. Il attend, par des ministères sectoriels et structures nationales compétents, utiliser les instruments juridiques et accords régionaux et internationaux pour une solution durable. Concrètement, le P-DDRCS compte :

- Mener un plaidoyer auprès des ministères compétents pour encourager des initiatives locales d'interdépendance commerciale en appuyant les échanges commerciaux transfrontaliers ;
- Mener un plaidoyer et un lobbying pour un engagement politique des autorités pour plus d'intégration régionale et de gestion intégrée des frontières ;
- Tirer tous les bénéfices des accords et instruments juridiques sous régionaux, régionaux et internationaux en vue d'une solution durable aux conflits,
- Solliciter les appuis des organisations régionales, sous régionales et du Bureau de l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour les Grands Lacs, pour leurs rôles dans la prévention et le règlement des conflits entre les pays de la Région ;

7.2. Pilier 2 : RESTAURATION DE L'AUTORITE DE L'ETAT ET SECURITE

La restauration de l'autorité de l'Etat est un mécanisme visant la réhabilitation des pouvoirs publics dans les zones qui échappent à son contrôle. Elle vise le renforcement du pouvoir régalien dans les entités aujourd'hui sous administrées, luttant ainsi contre les administrations parallèles ou informelles.

7.2.1. Désarmement des combattants nationaux (Segment 4)

Le désarmement est l'acte volontaire de remise d'armement (armes légères, munitions et explosifs, armement lourd et tout autre équipement militaire) par le combattant à l'autorité militaire compétente.

L'Objectif global du désarmement est de réduire l'armement en possession des groupes armés en vue de contribuer à l'amélioration de l'environnement sécuritaire dans les zones ciblées par le programme DDRCS.

Le désarmement constitue un préalable indispensable dans le processus de DDR. A travers cet acte, le combattant satisfait aux procédures et conditions d'accès au Programme DDRCS.



Pour les combattants n'ayant pas remis les équipements militaires conformément au ratio appliqué, mais jugés éligibles au processus, un *certificat d'éligibilité* leur est délivré en vue d'accéder à la suite du Programme.

Pour des raisons de transparence et de crédibilité du processus, le P-DDRCS a la responsabilité de produire les certificats de désarmement ainsi que les certificats d'éligibilité et les attestations de sortie pour les EAFGA sécurisés (code QR et/ou cachet sec) qu'il met à la disposition des équipes spécialisées conjointes de désarmement (FARDC, MONUSCO et CNC-ALPC).

Les combattants s'étant rendus individuellement auprès du Commandement Militaire local, de la Monusco ou Gouvernement Provincial et dont l'appartenance active à un GA sera établie, seront retracés par les équipes de démobilisation du P-DDRCS pour intégrer le Programme. Leur prise en charge sera réalisée de manière spécifique selon le niveau de réinsertion qu'ils auront atteint.

- **Les critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité retenus par le Programme ne sont pas cumulatifs.

Ils seront plutôt appliqués de manière complémentaire selon le cas :

- Existence sur l'ordre de bataille (si disponible) ;
- Respect du Ratio « Homme / Arme » ;
- Respect du Ratio « Hommes / Explosifs – Munitions » ;
- Satisfaction au test sur les notions militaires ;
- Remise des autres équipements militaires ;
- Certification d'appartenance aux GA par les représentants de la communauté.
- Critères de sélection tenant compte de l'aspect genre.

- **Mode opératoire du Désarmement**

- Le P-DDRCS collabore avec l'EMG des FARDC, la CNC-ALPC, la Monusco et les autorités locales pour la planification et la réalisation du désarmement ;
- Les opérations de désarmement sont réalisées par des équipes mixtes (FARDC – MONUSCO) pour le contrôle et la vérification de l'armement – ECVA. Elles se déroulent sous la responsabilité du Commandant Région Militaire appuyé par la MONUSCO dans des sites temporaires érigés en accord avec les communautés et les groupes armés.
- Le combattant détenteur d'un certificat de désarmement ou d'un certificat d'éligibilité se présentera aux agents habilités du P-DDRCS pour être « démobilisé ».

Tout l'armement rendu par les groupes armés sera géré conformément à la réglementation nationale en vigueur et en conformité avec les instruments légaux internationaux en la matière auxquels la RDC est partie ;



Le système de gestion de l'armement récupéré au moment du désarmement devra permettre la transparence, la traçabilité et le contrôle effectif des armes rendues, pour éviter leur recyclage dans des circuits illicites.

La responsabilité du stockage temporaire devra être clairement établie, et des missions conjointes de vérification des stocks organisées régulièrement, jusqu'à la prise d'une décision finale.

Un comité technique spécialisé mixte FARDC, MONUSCO, P-DDRCS et CNC-ALPC sera mis en place pour aviser du traitement à réserver aux armes récupérées, la destruction ou le transfert dans le stock national, en tenant compte des réalités stratégiques et sécuritaires qui prévalent dans la zone des opérations. Toutefois, pour des raisons de sécurité, la durée maximum d'analyse pour prise de décision sur l'usage à leur réserver ne peut excéder dix jours à dater du jour d'entreposage. En outre, le comité technique spécialisé mettra en place des mécanismes de suivi et de contrôle des dépôts et des armes entreposées, et ses membres signeront conjointement la fiche de suivi conformément aux périodicités à convenir.

- **Description du processus de Désarmement**

En vue d'assurer un bon déroulement du processus, les tâches ci-après seront planifiées :

- Planification opérationnelle coordonnée alignant désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire ;
- Sensibilisation des GA et des communautés en conflits à la rédition, au désarmement et aux autres phases du Programme ;
- Identification et érection des sites de désarmement. Les sites érigés comprendront un dispositif de gestion de l'armement récupéré qui garantira (1) l'entreposage sécurisé des armes collectées, (2) le marquage d'armes et (3) un protocole de destruction et/ou affectation de l'armement.
- Production des supports de désarmement (certificats de désarmement, certificat d'éligibilité),
- Déploiement des ECVA (avec les observateurs militaires).

- **Pour les Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés**

Les Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés sont également soumis au désarmement au même titre que les combattants adultes. Le processus prévoit notamment :

- La remise d'un certificat de désarmement à tout enfant ayant déposé une arme ou un effet militaire ;
- La remise d'un certificat d'éligibilité aux enfants n'ayant pas déposé les armes, mais dont l'appartenance à un groupe armé est établie ;
- Le transfert de tous les enfants aux agences de protection de l'enfance agréées par le P-DDRCS en vue de leur prise en charge.



- **Vetting**

Tous les combattants désarmés seront soumis à un screening visant à établir leur statut en rapport avec les crimes dénoncés. Pour ceux dont l'analyse aura confirmé des présomptions d'implication dans la commission des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, une procédure judiciaire sera enclenchée par les services habilités.

7.2.2. Démobilisation des ex-combattants (*Segment 5*)

La **démobilisation** est un acte administratif à l'issue duquel l'ex-combattant recouvre son statut de civil. Elle est réalisée au travers des opérations d'identification administrative, d'enregistrement biométrique et d'orientation aux choix offerts à l'ex-combattant en vue de son retour dans la communauté civile. La carte de démobilisation atteste le nouveau statut de « démobilisé » et donne accès aux bénéfices du Programme.

- **Identification manuelle**

Couvert par le « certificat de désarmement » ou le « certificat d'éligibilité », l'ex-combattant sera amené à fournir des informations personnelles sur son identité. Ces données sont collectées au moyen d'une fiche d'identification couvrant notamment les Nom, Post-nom et Prénoms, Date et Lieu de naissance, Age, Sexe, Filiation, etc. Ces informations seront combinées aux données biométriques (empreintes digitales et photographie) capturées sur format digital et enregistrées dans la base de données.

A l'issue de cette opération, une carte de démobilisation comportant les informations clés du démobilisé est imprimée. En plus de la carte de démobilisation, une « **Attestation de démobilisation** » sera également délivrée au démobilisé.

Le P-DDRCS veillera à la protection des données personnelles des démobilisés contre toute utilisation frauduleuse ou malveillante.

- **Orientation**

L'ex-combattant devra opérer un choix parmi les options disponibles offertes par le Programme. Il s'agit de :

- **Choix du milieu de réintégration** : Sur base des analyses sur les opportunités socioéconomiques et de la définition de la zone de retour identifiées dans chaque milieu, les ex-combattants seront informés sur les conditions dans les milieux de réintégration choisis librement par eux, et sur l'espace qui constitue leur zone de retour. Toutes les options possibles seront reprises sur l'attestation d'orientation (Modèle en annexe). La fiche ainsi remplie sera signée par le bénéficiaire.
- **Choix de la filière d'activités économiques** : Sur base des études menées sur les opportunités présentes dans chaque milieu, il sera offert aux ex-combattants d'opérer un choix orienté vers les activités les plus susceptibles de leur procurer un revenu substantiel. Cette activité est réalisée par un professionnel de l'orientation professionnelle.



- **Identification biométrique et base de données**

L'identification biométrique consiste à capturer les empreintes digitales du candidat à la démobilisation à l'aide d'un lecteur d'empreinte. Les données collectées de la fiche d'identification et de l'attestation d'orientation sont alors saisies dans la base de données.

A l'issue de cette opération, une carte de démobilisation comportant les informations-clés du démobilisé est imprimée. En plus de la carte de démobilisation, une « **Attestation de démobilisation** » sera également délivrée à l'Ex-combattant démobilisé.

7.2.3. Sortie des Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés (EAFGA) (Segment 6)

Un enfant associé à une force armée ou à un groupe armé, EAFGA, est toute personne âgée de moins de 18 ans qui a été recrutée ou employée par une force ou encore pour un groupe armé, quelle que soit la fonction qu'elle y a exercée. Il peut s'agir d'enfants filles ou garçons, utilisés comme combattants, cuisiniers, porteurs, messagers, espions ou à des fins sexuelles. Le terme ne désigne pas uniquement les enfants qui participent directement aux hostilités.

Le P-DDRCS supervisera tout le processus de « sortie » des Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés (EAFGA) conformément au « Cadre Opérationnel ». L'Attestation de sortie (Modèle en annexe) est le document officiel délivré à un EAFGA officiellement retiré de forces et groupes armés.

7.2.1. Femmes associés aux Forces et groupes

Une femme associée à une force ou à un groupe armé, FAFGA, est toute personne adulte de sexe féminin présente dans les rangs d'un groupe armé. Le P-DDRCS s'assurera que cette cible du Programme, à l'instar d'autres femmes des communautés, bénéficie d'une attention particulière en termes de facilités en rapport avec ses besoins spécifiques. Ceci apparaîtra notamment par un alignement prioritaire lors de la réception des bénéfices du Programme.

7.2.2. Réinsertion Communautaire (Segment 7)

La réinsertion est l'étape d'encadrement transitoire (3 à 6 mois) pendant laquelle le bénéficiaire du Programme reçoit une série de formations sur les thématiques générales (*éducation civique et patriotique, initiation à la nouvelle citoyenneté, droits et libertés publiques, résolution pacifique des conflits, etc.*) pouvant l'aider à s'accepter et à renforcer ses capacités à vivre dignement en société.

Pour ceux n'ayant aucun niveau d'instruction, l'alphabétisation et l'initiation au calcul élémentaire leur faciliteront l'assimilation de la formation qualifiante (6 à 12 mois) destinées à les rendre compétitifs et à favoriser leur réussite et leur réintégration socio-économique dans leur communauté.



La phase de réinsertion ciblera les différentes catégories de bénéficiaires du Programme identifiés au sein de leur communauté suivant des critères de sélection prédéfinis. Au cours de cette phase du processus, le bénéficiaire peut exercer des petits métiers (Types HIMO ou autres) lui permettant d'obtenir de petits moyens de subsistance tout en poursuivant les formations. La programmation des cours et des travaux en HIMO sera assurée de manière équilibrée par des spécialistes en formation et encadrement professionnel.

Le bilan médical et la prise en charge psychosociale seront assurés aux bénéficiaires de la réinsertion communautaire suivant les opportunités et les moyens disponibles. Le P-DDRCS s'appuyera sur les projets, programmes ainsi que sur les structures spécialisées disponibles dans chaque milieu.

Pour l'encadrement des bénéficiaires à la réinsertion communautaire, le P-DDRCS contractera avec les Centres d'Encadrement et de Formation (CEF) publics ou privés disponibles dans les milieux de réinsertion.

En concertation avec les autorités provinciales, les partenaires d'appui du gouvernement impliqués et les leaders communautaires, ces centres seront préalablement identifiés et/ou aménagés par le P-DDRCS.

La localisation des zones de retour des démobilisés sera prise en compte dans le choix des zones de CEF. Ces centres seront construits/réhabilités avec l'objectif ultime d'assurer une formation professionnelle durable et seront cogérés par le P-DDRC et les ministères/structures spécialisés en charge des formations techniques et professionnelles. Ceci permettra de s'attaquer à l'un des vecteurs des conflits, notamment le chômage des jeunes, mais aussi d'offrir un cadre de certification clair pour les bénéficiaires.

Remarque :

A chaque étape du processus, une attention particulière sera accordée aux femmes (FAFGA et dépendants) et autres jeunes dépendants tant en termes de temps d'orientation, de respect de l'intimité dans les installations du site, de la composition de leur kit civil et sanitaire, de la prise en compte des besoins nutritionnels de leurs enfants en très bas âge, etc.

7.2.3. Gestion des Groupes Armés et Combattants étrangers (*Segment 8*)

Les nouvelles normes et directives des NU et de l'Union Africaine (OGN) ont intégré la gestion des Groupes armés et combattants étrangers comme faisant partie intégrante du DDR, selon les spécificités de chaque pays.

Plusieurs mouvements politico-militaires étrangers ont fait leur apparition en RDC depuis plus de deux décennies. Il s'agit, entre autres, de : ADF NALU, LRA, FDLR, CNRD, RED TABARA, etc. A cela s'ajoute la métamorphose et l'apparition de certains mouvements d'extrémisme violent (ADF MTN) à idéologie mystico-religieuse dans la région de Béni et



de l'Ituri. Ces groupes armés ont contracté des alliances sur le plan stratégique et tactique avec certains groupes armés locaux. Cette synergie des forces complique la reddition des groupes armés locaux.

Face à cette évidence, le P-DDRCS dont l'un des objectifs est de contribuer à la restauration de la paix, par le désarmement et la démobilisation des ex-combattants, se retrouve au centre de la réponse du gouvernement face à cette problématique. C'est ainsi que le Programme propose une stratégie intégrée en collaboration avec les autres structures nationales, régionales et internationales sur la question des groupes armés étrangers, des combattants étrangers, de l'extrémisme violent et du terrorisme.

▪ Désarmement des combattants étrangers

Lors du désarmement, les combattants identifiés comme étrangers seront soumis à un traitement spécifique. Conformément aux lois de la République, les combattants étrangers ne sont pas éligibles au P-DDRCS. Néanmoins, ils sont soumis au processus d'identification et de vérification.

▪ Rapatriement et réintégration des combattants étrangers

Le P-DDRCS mettra en place des mécanismes de gestion de ces ex-combattants étrangers en collaboration avec les partenaires impliqués, notamment la section DDR/RRR de la MONUSCO, la Cellule Opérationnelle du Groupe de Contact et de Coordination de la CIRGL ainsi que toutes les autres structures travaillant dans ce cadre en vue de leur rapatriement dans leurs pays d'origine. En outre, le P-DDRCS assurera un plaidoyer continu auprès des institutions internationales et régionales pour une prise en charge adéquate après leur rapatriement.

7.2.4. Lutte contre le financement des groupes armés (Segment 9)

Les expériences passées ont démontré que la prolifération des groupes armés est liée à la source de financement de ces derniers. La question du financement des Groupes armés est de plus en plus soulevée dans les efforts de leur démentèlement.

Parmi les sources de financement, il y a lieu de citer :

- L'exploitation illicite des ressources naturelles : ressources minières, bois ;
- Le pillage des bétails : vaches, chèvres, etc. ;
- Le braconage des espèces protégées ;
- La carbonisation ;
- L'érection des barrières de taxation illicite ;
- Le kidnapping, rackets et trafic de l'être humain ;
- La complicité des certains opérateurs économiques avec les chefs de GA (couverture des opérations financières et économiques) ;
- Le blanchiment d'argent.

En collaboration avec les services spécialisés, le P-DDRCS estime nécessaire de mettre en place un mécanisme permettant de lutter contre ce fléau. Il s'agit notamment de :



- Identifier les personnalités politiques, entreprises, structures et autres groupes de personnes qui contribuent, de quelque manière que ce soit, au financement des groupes armés ;
- Dresser, en concertation avec les institutions partenaires, une cartographie des flux financiers illicites, dont les transactions, en lien avec le financement des activités des groupes armés ;
- Identifier les réseaux criminels aux niveaux international, national et même local ;
- Appuyer la collecte des données et analyse des informations en lien avec les sources de financement des groupes armés ;
- Constituer une base de données solide, sécurisée et actualisée en collaboration avec les services habilités.

7.3. Pilier 3 : RELEVEMENT ET REINTEGRATION COMMUNAUTAIRES

La satisfaction des besoins sociaux de base, en vue de surmonter les traumatismes et affres liés aux conflits subits, et la réintégration des bénéficiaires au sein des communautés poseront les bases d'un développement économique durable, soutenu par des actions de résilience communautaire.

7.3.1. Résilience communautaire (Segment 10)

Dans le cadre du P-DDRCS, la résilience communautaire (ou résilience collective) est la capacité d'une communauté à rebondir à la suite des traumatismes causés par les conflits armés. Cette résilience communautaire se veut transversale.

Ses actions seront centrées sur la sensibilisation autour de différentes thématiques et sur l'accompagnement psychosocial des communautés.

7.3.2. Relèvement communautaire (Segment 11)

Le relèvement communautaire vise à renforcer la résilience des populations affectées par les conflits et les violences de divers types. Il s'inscrit dans la logique de satisfaction des besoins primaires des communautés.

C'est le début du redressement économique, social et de la maturité politique des communautés résultant d'une prise de conscience de leurs capacités de tirer profit de la synergie des différents programmes et projets initiés par le gouvernement.

- **Options opérationnelles du relèvement communautaire**

La stratégie de relèvement communautaire sera matérialisée à travers les actions ciblées développées dans les sous-stratégies provinciales. Elles suivront les principaux axes ci-après :

- Appui à la construction/réhabilitation des structures et infrastructures d'utilité communautaire (écoles, structures sanitaires, points d'eau (Wash) marchés, routes, aires des jeux, etc) ;



- Renforcement des capacités des communautés en vue de la promotion de leurs droits ;
- Sensibilisation sur les thématiques transversales (culture de paix, cohabitation pacifique, sauvegarde sociale et environnementale, WASH, patriotisme, droits fondamentaux, culture de l'association, culture des activités collectives, culture de l'épargne, genre et inclusion sociale, protection de l'enfant, droits humains, engagement politique, etc.) ;

Le P-DDRCS s'assurera de l'implication des membres des communautés ciblées dans tous les travaux de construction/réhabilitation. Les femmes et les jeunes à risques seront impliqués d'office dans tous les travaux pouvant leur générer des revenus.

NB : Les critères de sélection des personnes à risque seront déterminés durant le dialogue démocratique.

7.3.3. Réintégration communautaire (Segment 12)

La réintégration communautaire est un processus multidimensionnel qui consiste à réunir tous les moyens nécessaires afin de permettre aux communautés ciblées de la zone de retour de réaliser la résilience communautaire et de promouvoir leur développement endogène. En d'autres termes, la réintégration communautaire est un ensemble d'actions permettant aux communautés de la zone de retour de se prendre en charge et de faire face aux difficultés et obstacles liés à leur développement.

Son objectif est de permettre aux démobilisés, dilués dans les communautés, d'exercer, avec les communautés, les activités professionnelles facilitées par les opportunités mises en place dans le cadre du Programme DDRCS.

Selon les cas, les formations qualifiantes débutées dans les CEF se poursuivront après la réintégration. Il s'agit de « *l'approche Formation-emploi* » que privilégie le Programme DDRCS, mais aussi d'améliorer les conditions de vie des communautés, y compris les démobilisés, sur tous les plans (politique, économique, environnemental, social et culturel).

- **Mode opératoire pour la réintégration communautaire**

Pour le P-DDRCS, la réintégration communautaire est un processus qui se focalise sur la communauté, à travers le principe « pour la communauté, dans la communauté, avec la communauté et par la communauté » ; le but étant le renforcement de la résilience des communautés face à la violence et aux affres collatéraux de l'insécurité persistante.

- **La sensibilisation des communautés dans la zone de retour**

Les sensibilisateurs identifiés par les communautés seront formés au sein de celles-ci par le P-DDRCS. Ensuite, ils organiseront des séances de sensibilisation des autorités et des communautés locales sur les besoins des groupes cibles.

- **Options stratégiques**

La stratégie de réintégration communautaire s'articule autour de cinq approches-clés :

- La mise en place de la cartographie de la zone de retour ;
- L'analyse des opportunités socioéconomiques dans la zone de retour ;



- La transformation des communautés des zones de retour en acteurs de développement y compris les groupes cibles ;
 - L'implication des membres des communautés dans la zone de retour aux activités du Programme afin d'éviter tout sentiment de frustration et de faciliter la cohésion sociale ;
 - L'orientation des jeunes en âge de scolarisation vers les structures d'éducation formelle et de rattrapage.
- **Approche opérationnelle de la réintégration communautaire**

L'approche opérationnelle de la réintégration communautaire se déroulera à travers les axes suivants :

- La formation professionnelle adaptée aux besoins des groupes cibles afin de leur permettre d'acquérir une autonomie économique et financière. La formation tient compte de leur choix, en fonction des réalités et nécessités de la zone de retour ;
- La création des synergies avec les opérateurs économiques pour matérialiser les programmes de formation, en tenant compte des filières porteuses choisies, dans le but de promouvoir les opportunités d'auto-entrepreneuriat ;
- Aide à la création d'entreprise ou à l'insertion professionnelle ;
- Accès à la microfinance, au coaching à plus long terme, et soutien aux nouvelles entreprises ;
- Accès facilité à la terre et à l'éducation (enseignement primaire, secondaire et supérieur par le biais de bourses d'études).

Les membres des communautés formés dans les CEF bénéficient des mêmes opportunités que les démobilisés.

- **La réintégration des enfants**

Les enfants ayant atteint l'âge de 15 ans (âge légal de travail en RDC) accéderont aux options de réintégration offerte aux adultes dans le cadre du Programme (pêche, agriculture, travaux publics, etc.) selon leur libre choix, mais sous l'assistance d'un encadreur. Leur suivi sera mené en concertation avec les services sociaux en place, les agences locales de protection de l'enfance et/ou les organisations communautaires compétentes.

7.4. Pilier 4 : STABILISATION, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIALE

Ce pilier se concrétisera à travers ses deux principaux segments, à savoir la stabilisation et le développement économique et social.

Son objectif est axé sur la facilitation d'accès aux opportunités économiques, le développement social des groupes cibles et l'amélioration de la qualité de services de l'Etat dans les entités locales.

7.4.1. Stabilisation (Segment 13)

La **stabilisation** est un processus intégré, holistique et ciblé permettant à l'Etat et à la société de mettre en place des mécanismes de responsabilisation mutuelle, et de



développer les aptitudes à traiter et à atténuer les vecteurs existants ou émergents du conflit.

Son objectif est de créer les conditions propices à une meilleure gouvernance et à un développement durable.

Elle met au cœur de son action la transformation des comportements et des perceptions négatives des communautés vis-à-vis des institutions étatiques.

Les actions de stabilisation ont pour objectifs de :

- Construire un système de gouvernance plus inclusif, redevable, participatif et transparent, favorisant la paix et la cohésion sociale ;
- Développer des approches sécuritaires adaptées à la nature du contexte et des dynamiques sécuritaires ;
- Renforcer les capacités des prestataires de services et de rapprocher les services publics auprès des communautés desservies.

La redevabilité, la transparence, l'appropriation et l'inclusion sont déterminantes pour la stabilisation. Ces principes sont appuyés par des activités de sensibilisation, de dialogue démocratique et de renforcement des capacités.

Les besoins des communautés sont pris en compte dans les activités menées par les institutions étatiques.

- **Gouvernance économique**

La gouvernance économique consiste au développement des mesures d'encadrement des activités de relance économique dans les communautés ciblées. Elle garantit l'accès équitable aux ressources locales disponibles afin de réduire la précarité des communautés des zones de retour des ex-combattants démobilisés. Elle permet ainsi d'atténuer les inégalités dans les communautés en minimisant les risques de conflit.

Les actions de la gouvernance économique sont axées sur :

- L'appui aux communautés dans le développement des mécanismes de création d'emplois et des activités génératrices de revenus dans les secteurs porteurs.
- Pladoiyer pour la réalisation des réformes visant à garantir la durabilité des activités économiques de la communauté ciblée.
- L'assurance de l'inclusion financière par la promotion de la microfinance, l'épargne et l'accès aux subventions.

La Gouvernance économique permettra de créer un environnement favorable aux activités économiques des communautés, y compris des bénéficiaires du PDDRCS.

- **La Gouvernance Sécuritaire (GS)**

La gouvernance sécuritaire consiste à rendre fonctionnels les services publics dans leur rôle de gestion de l'administration publique, de la défense et de la sécurité.

Le P-DDRCS appuiera la collaboration entre les autorités publiques et les structures locales tels que les Comités Locaux de Paix et de développement (CLPD), les Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité (CLSP) et d'autres à créer selon la spécificité de chaque milieu.

La GS complète les actions de restauration de l'autorité de l'Etat (Cfr Pilier II) en contribuant à l'amélioration de la qualité des services de défense et de sécurité.



Le P-DDRCS matérialise la gouvernance sécuritaire par :

- Le plaidoyer pour la réforme du Secteur de la sécurité (RSS) ;
- Le renforcement des capacités des animateurs des institutions publiques du secteur de la sécurité (construction/réhabilitation CIAT et Sous-CIAT de la PNC et locaux des services de sécurités, organisation des formations, appui en équipement, etc.)
- L'appui à la médiation et au renforcement de la confiance entre la population et les FDS ;
- L'appui à la mise en place des mécanismes de vigilance populaire ;
- Le plaidoyer pour le déploiement de la police de proximité ;
- Le plaidoyer pour le déploiement des FDS afin de sécuriser les zones qui étaient sous le contrôle des milices et groupes armés ;
- La contribution à la lutte contre le financement des groupes armés ;
- La contribution à la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme ;

- **Gouvernance Locale (GL)**

La gouvernance locale consiste à impliquer les communautés de base dans la gestion de leurs entités. Les populations sont parties intégrantes dans l'identification des besoins, la recherche des solutions et la prise des décisions.

Pour la mise en œuvre des activités de la gouvernance locale, le P-DDRCS se fixe comme objectif de faire des plaidoyers auprès du gouvernement afin de :

- Renforcer la présence de l'Etat en améliorant la qualité de ses services dans les entités locales ;
- Consolider le processus de décentralisation pour promouvoir l'exercice de la démocratie et impulser le développement local ;
- Renforcer les capacités des Entités décentralisées et déconcentrées en se focalisant à la fois sur la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité et la garantie de l'accès de ces entités au financement à long terme.

Les orientations stratégiques de la Gouvernance locale sont axées sur :

- Le Renforcement et la consolidation du processus institutionnel de la décentralisation comme socle de la Réforme, notamment par :
- L'Évaluation des besoins des entités locales (construction/réhabilitation des infrastructures des entités locales, formation, équipements et outils de travail), et des besoins des Parquets (civils et militaires), des Cours et Tribunaux :
 - o La promotion de l'éducation civique (citoyenneté, civisme fiscal, fonctionnement des ETD et les droits humains)
- La décentralisation et le développement local pour une meilleure offre de service public au citoyen (renforcer le développement local) :
 - o Renforcement de leadership local;
 - o Mise en œuvre d'un plan local de paix et de développement ;
 - o Promotion du leadership féminin ;
- Le renforcement des capacités financières des collectivités territoriales :



- Appui à l'élaboration et accompagnement à la mise en œuvre du budget participatif pour chaque ETD ;
- Appui à la mise en œuvre d'un mécanisme de contrôle régulier de la gestion des ETD ;
- Promotion du financement des microprojets à travers l'approche basée sur la performance ;
- Accompagnement des entités décentralisées vers un cadre de coopération, de coordination et de pilotage du développement au niveau local et régional ;

- **Gouvernance foncière (GF)**

La Gouvernance foncière fait référence aux mécanismes liés à la distribution des terres. Cette distribution a toujours été à la base des problèmes entre les individus et les communautés. Les voies de solution à ces problèmes n'ont jamais été aisées à cause, entre autres, de l'existence des régimes juridiques concurrents régissant le droit foncier (un dualisme des droits coutumiers légitimes juxtaposés aux droits écrits légaux).

La gouvernance foncière apportera des solutions aux conflits fonciers identifiés par les communautés et les structures étatiques locales au cours du dialogue démocratique.

Les objectifs poursuivis par la gouvernance foncière sont de :

- Réformer le secteur foncier en vue de limiter et d'éradiquer les conflits fonciers et les violences d'origine foncière ;
- Protéger les droits fonciers des personnes physiques et morales publiques et privées avec une attention particulière aux personnes vulnérables (communautés locales, populations autochtones, femmes et enfants) ;
- Promouvoir l'investissement productif dans le respect de la protection de l'environnement et des espaces agricoles ;
- Redynamiser le cadre permanent de gestion de conflit du pouvoir coutumier et des limites administratives ;

Le P-DDRCS matérialise la gouvernance foncière par les activités suivantes :

- Le plaidoyer auprès des ministères ayant dans leurs attributions les affaires foncières et affaires coutumières pour une adéquation entre les droits coutumiers et le cadre légal en matière foncière ;
- Le renforcement du cadre de concertation multisectoriel déjà existants et rendre effective la décentralisation du processus de réforme foncière à tous les niveaux ;
- Le renforcement des capacités des agents de l'administration foncière et autres acteurs impliqués dans les processus de réforme foncière ;
- Le plaidoyer pour l'allégement des procédures d'accès à la terre, à la délivrance des titres et à la sécurisation de données foncières (archivage) ;
- Le plaidoyer pour la résolution des conflits fonciers de manière efficace et expéditive (notamment les conflits entre éleveurs et agriculteurs, les conflits entre les grands concessionnaires et les paysans sans terre, les conflits de limites administratives, et tout autre conflit foncier récurrent qui est à l'origine des violences meurtrières) ;



- Le plaidoyer pour l'adoption, par le parlement, des textes réglementaires organisant le droit de jouissance, par les communautés locales, des terres coutumières ;
- La formation d'une brigade foncière pour faciliter l'accès sécurisé à la terre et à l'information

- **Gouvernance minière (GM)**

La gouvernance minière renvoie à l'ensemble des systèmes qui contrôlent la prise des décisions concernant la gestion des ressources minières, en particulier au regard des enjeux de développement durable et de retombée pour les populations locales.

L'exploitation illégale des ressources minières reste un des vecteurs de l'insécurité à l'Est de la RDC, car de nombreux groupes armés les utilisent comme source de financement.

Cette exploitation illégale des ressources minières favorise les trafics illicites qui fragilisent l'économie nationale, entraînant ainsi la pauvreté des communautés.

Par ailleurs, l'exploitation illégale par les multinationales et autres sociétés anonymes, qui ne respectent pas la loi sur les responsabilités sociétales, accentue la pauvreté des communautés et renforce les dynamiques nationales et régionales des conflits.

La stratégie P-DDRCS contribuera à la formalisation et à l'amélioration des conditions d'exploitation artisanale dans ce secteur.

La gouvernance minière sera effective à travers les actions de :

- Renforcement des capacités des services techniques, de la police des mines, des agents des mines, et des coopératives minières locales ;
- Création des coopératives minières artisanales afin d'accroître la productivité des communautés ;
- Accompagnement du processus de certification des mines et d'appui technique auprès des services spécialisés pour le suivi des critères de certification ;
- Création des groupes d'épargne et d'entraide des femmes dans les mines artisanales en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de travail ;
- Plaidoyer auprès des ministères ayant dans leurs attributions les Mines et les Finances en vue de faciliter l'installation des comptoirs officiels par la banque centrale dans les zones d'exploitation artisanale pour la bonne canalisation des matières précieuses ;
- Plaidoyer auprès du ministère sectoriel pour la vulgarisation et l'application du nouveau code minier ;
- Plaidoyer auprès du ministère sectoriel pour la mise à disposition des zones d'exploitation artisanale en faveur des coopératives minières.

7.4.2. Développement économique et social (Segment 14)



A la suite de différents piliers développés, le P-DDRCS voit le développement économique et social des communautés comme l'étape ultime de son intervention. Le but du développement économique est de cristalliser l'action du Programme et de contribuer à la matérialisation des Plans locaux de développement et du Plan National Stratégique de Développement. Les communautés relevées, stabilisées et vivant en cohésion seront ainsi impulsées vers un développement à la base qui se matérialisera autour de deux axes principaux, à savoir : la mise en œuvre des projets intégrateurs et la réalisation de grands ouvrages.

- **Projets intégrateurs**

- Projets agropastoraux (production des semences améliorées, production des intrants pour l'élevage, la pêche) ;
- Projets de renforcement des capacités sur l'utilisation des ressources locales pour créer des unités de production et d'emplois favorisant les jeunes et les femmes ;
- Création d'une synergie des projets initiés par le P-DDRCS avec d'autres projets du gouvernement, ceux des partenaires au développement et ainsi que ceux des opérateurs économiques existant dans le milieu ;
- Création des coopératives et accès aux microcrédits ;
- Développement de la chaîne de valeurs pour les filières porteuses dans chaque milieu ;
- Plaidoyer pour la promotion des Institutions de microfinance (IMF) au niveau des zones de retour des démobilisés ;
- Renforcement des capacités organisationnelles des communautés en gestion des structures d'épargne et de microcrédit ;
- Plaidoyer auprès des ministères sectoriels pour l'accès à la terre et la sécurisation des espaces agricoles ;
- Création des Centres de développement communautaire (CDC) pour la promotion de l'entrepreneuriat ;

- **Réalisation de grands ouvrages.**

- Initier des projets dans le domaine des infrastructures à caractère économique, notamment les routes, les marchés, les ponts, les unités de production, les usines de traitement d'eau.
- Appui à la création des usines de transformation (minoterie, décortiqueuses).

7.5. Pilier 5 : COMMUNICATION ET SENSIBILISATION

La communication et la sensibilisation constituent un pilier transversal qui accompagne toutes les actions du P-DDRCS avant, pendant et après sa mise en œuvre. La communication et la sensibilisation sont indispensables au Programme car, elles sont à vocation communautaire et reposent sur trois volets d'approches -interdépendants, à savoir : l'approche intracommunautaire, l'approche intercommunautaire et l'approche extracommunautaire. Le P-DDRCS utilisera comme canaux de communication : Les



médias, les supports papier, le web, les réseaux sociaux, les rencontres événementielles, etc.

7.5.1. La Communication (segment 15)

Le P-DDRS conçoit la communication communautaire comme une action planifiée, fondée, d'une part, sur un processus participatif et, d'autre part, sur les médias et la communication interpersonnelle. Elle facilite la transmission des informations issues des activités globales du P-DDRCS.

Le but de la communication est, certes, d'informer toutes les parties prenantes sur les activités du P-DDRCS, mais également de susciter leur intérêt à s'approprier davantage le Programme, les sensibiliser, et de les inciter à participer à leur mise en oeuvre.

Son objectif est d'accroître la sensibilisation et de changer les attitudes à l'égard du Programme.

La communication s'opérationnalisera à travers les actions suivantes :

- Information et sensibilisation des différents intervenants sur la mise en oeuvre du P-DDRCS
- Conception et distribution des matériels de sensibilisation sur le P-DDRCS,
- Mobilisation à l'appropriation du P-DDRCS par tous les intervenants à travers les différents canaux de communication ;
- Mise sur pied d'un cadre de collaboration avec les médias à tous les niveaux (Territorial, Provincial, National et International).

7.5.2. La Sensibilisation (Segment 16)

La sensibilisation est un terme très large en action communautaire pour désigner une étape d'un processus d'intervention au cours de laquelle un ou plusieurs moyens sont mis à contribution pour favoriser la réflexion et susciter une prise de conscience par rapport au problème social ou un besoin commun. C'est l'un des moyens utiles de la communication pour conscientiser les populations en vue d'un changement de comportement, pour une cohabitation pacifique.

A l'issue du dialogue démocratique, le P-DDRCS accompagnera les communautés à :

- Définir le message et les thèmes de la sensibilisation (en rapport avec les dynamiques des conflits) ;
- Identifier les cibles;
- Sélectionner les sensibilisateurs communautaires.



Dans cet accompagnement, le P-DDRCS renforcera la capacité des sensibilisateurs, et mettra à leur disposition des supports nécessaires pour la vulgarisation et le plaidoyer. Des moyens conséquents seront mis à disposition pour cette vulgarisation et la visibilité qu'elle nécessite.

La sensibilisation a pour cibles tous les bénéficiaires du Programme et tous ceux qui sont appelés à l'accompagner. C'est une action essentiellement communautaire et participative. Dans le processus DDRCS, elle s'intéressera à tous les piliers et segments du Programme. Elle sera stratégique dans la mesure où elle orientera l'opinion ciblée à la fois vers l'adhésion au Programme, vers l'accompagnement de ce dernier et ses objectifs.

Pour son efficacité et son efficience, elle se servira des anciens auteurs de la perturbation de la paix (ex combattants : leaders et sujets), des victimes (communautés : responsables des communautés et population) et des responsables publics de qui le Programme attendra aussi un réel engagement politique.

Un lien étroit sera établi entre le message véhiculé par la sensibilisation, les causes des conflits, les thèmes transversaux et les objectifs visés par le Programme.

VIII. THEMES TRANSVERSAUX

• Genre et inclusion sociale

Les interventions vont se baser sur une analyse de conflit sensible au genre, qui inclut une analyse de l'influence des conflits sur le rapport de pouvoir entre les femmes et les hommes ainsi que le changement de ces rapports pourraient induire. Les besoins de différents groupes de femmes et de filles sont différents de ceux de différents groupes d'hommes et de garçons.

Le P-DDRCS prendra en compte ces différents besoins :

- D'abord, la transformation de la masculinité violente est une action prioritaire dans le Programme. Après avoir vécu dans des environnements violents, les XCs et EAGA devraient être accompagnés pour ne pas reproduire ces violences. Pour y répondre, le Programme organisera des formations sur le genre et la prévention des violences basés sur le genre et créera des opportunités pour la masculinité positive.
- Ensuite, l'une des innovations du Programme DDRCS est l'adoption d'une approche élargie qui permet d'appuyer, d'une façon intégrée, toute personne ayant besoin d'un appui à la réintégration, sans avoir à les identifier comme étant une XC, EAGA ou femme/fille associée.
- Enfin, le gouvernement congolais s'est engagé, dans le plan d'action sur la résolution 1325, qui inclut la participation des femmes et des organisations féminines de la société civile dans les processus de P-DDRCS. En ce qui le concerne, le P-DDRCS veillera à la représentation des femmes dans sa structure organisationnelle, aux niveaux national et provincial, et dans les toutes structures de dialogue.



• Protection de l'enfant

Le Programme sera en bonne ligne avec les instruments légaux et cadres opérationnels concernant la protection des enfants, y compris la convention relative aux droits de l'enfant et le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant ainsi que la loi portant protection de l'enfant.

Le programme se rassurera du respect des Principes de Paris pour la protection des enfants.

Conformément à ces Principes, le PDDRCS veillera à (i) la sortie immédiate et sans conditions des enfants des groupes armés, (ii) à l'organisation de la réintégration communautaire des EAFGA ensemble avec les autres enfants bénéficiaires du Programme, (iii) au Plaidoyer en faveur de la protection et de la prévention du recrutement des enfants dans les groupes armés, et (iv) le Programme garantira la participation des filles dans tous les aspects du Programme.

• Droits humains

Le P-DDRCS s'engage au respect de toutes les dispositions nationales et internationales relatives à la Protection et à la Promotion des droits de l'homme.

En conformité à ces obligations légales, le P-DDRCS s'assurera, entres autres, le respect :

- Des droits des bénéficiaires du Programme DDRCS ;
- Du droit d'adhérer volontairement au Programme et de le quitter librement après la démobilisation ;
- Du principe de non-refoulement ;
- De la vulgarisation des instruments juridiques sur les droits humains aux bénéficiaires directs et indirects du Programme ;
- De la sensibilisation de tous les acteurs de mise en œuvre pour éviter la discrimination dans le traitement des bénéficiaires.

• L'engagement politique

L'État congolais porte la responsabilité principale de s'appropriier le P-DDRCS à travers toutes ses déclinaisons. Il est appelé à poser des actes nécessaires pour trouver des solutions aux problématiques soulevées, dans le cadre du dialogue démocratique, et de les mettre à la disposition des services de base. Pour y parvenir, l'engagement politique est indispensable. Il constitue une partie intégrante de la stratégie du PDDRCS. Il est en lien avec l'engagement communautaire et les mécanismes de communication qui permettent ainsi d'impliquer toutes les institutions et autorités nationales, provinciales et locales.

L'engagement politique en tant que tel comprend un ensemble d'activités de plaidoyer, d'information, de conseil, de réseautage et de renforcement des capacités au niveau local, provincial, national et régional dans le but de consolider les liens de collaboration entre tous les acteurs, et de renforcer la redevabilité de l'Etat vis-à-vis de ses populations.



Le budget participatif au niveau des chefferies fera partie des outils de renforcement de cette redevabilité et de facilitation du dialogue et de l'engagement communautaire.

- **Communication et engagement communautaire**

L'engagement communautaire se focalise sur le principe fondamental qui encadre le P-DDRCS : «avec la communauté, dans la communauté, pour la communauté et par la communauté ».

Au cours des processus de dialogue démocratique, les priorités des communautés seront identifiées. Elles serviront de base à la conception et à la mise en œuvre des activités à travers les cinq piliers.

Dans la mesure du possible, les communautés elles-mêmes seront équipées pour mettre en œuvre les activités, et elles joueront un rôle dans le suivi des progrès et des effets des interventions. L'accent sera mis sur l'appropriation locale des interventions et des processus, dans le cadre d'un développement axé sur la communauté. Dans ces processus, l'inclusion de tous les groupes ethniques (et des différents utilisateurs des terres) sera assurée tout comme le mécanisme de médiation qui, en soi, est un vecteur important du conflit.

- **Sauvegarde environnementale et sociale**

Le P-DDRCS s'assurera que les interventions sur terrain n'engendrent pas d'impacts négatifs significatifs sur le plan environnemental et social. Par contre, il pourra contribuer à l'amélioration de la sauvegarde de la situation environnementale notamment par la priorisation des actions dans le volet infrastructures, mais aussi la promotion des options socio-économiques dans des secteurs ayant un impact positif sur l'environnement, en particulier les énergies renouvelables et l'innovation dans le domaine de l'environnement.

En plus de la protection forestière, le P-DDRCS s'assurera que les projets mis en œuvre n'impactent négativement sur les aires protégées, mais contribuent à la résolution des conflits susceptibles de naître avec les peuples autochtones sous ce volet.

Le P-DDRCS contribuera également à la lutte contre la présence des groupes armés au sein des aires protégées.

Etant donné que certains bénéficiaires du Programme mènent des activités de nature à affecter négativement l'environnement, le P-DDRCS identifiera avec les communautés des sources de revenus alternatives en leur faveur.

IX. GESTION DU PROGRAMME

Le P-DDRCS assurera la coordination et la supervision de tous les projets et programmes mis en œuvre en RDC dans le secteur du désarmement, de la démobilisation, du relèvement communautaire et de la stabilisation dans les zones de retour. Pour ce faire, il intégrera les comités de pilotage et organes assimilés de chaque projet comme membre afin d'assurer le suivi et la redevabilité. Aussi, chaque partie prenante au Programme devra-t-elle s'acquitter de ses engagements selon qu'ils auront été définis préalablement.



9.1. MODALITES DE GESTION DU PROGRAMME

9.1.1. Décentralisation

C'est le mode de gestion choisi par le Programme. Elle est prévue par l'Ordonnance créant le P-DDRCS. C'est une clé importante de l'approche stratégique et un atout pour la gestion administrative, financière et technique du Programme.

Par la décentralisation, il est institué une délégation des pouvoirs au profit des Coordinations Provinciales et Antennes Territoriales, dans leurs zones respectives, pour la coordination, la supervision et le suivi de la mise en œuvre des activités du Programme conjointement planifiées avec la Coordination Nationale.

9.1.2. Plans opérationnels

- Plan opérationnel National (PON)

La Coordination Nationale élabore son propre plan opérationnel afin de définir ses propres priorités et activités. Elle est appuyée par les services techniques des Ministères sectoriels concernés, les experts des partenaires techniques et financiers et autres acteurs stratégiques.

- Plan opérationnel Provincial (POP)

La Coordination Provinciale élabore le plan opérationnel provincial. Elle est appuyée par les services techniques des Ministères sectoriels concernés, les experts des partenaires techniques et financiers et autres acteurs stratégiques. Le POP est validé en définitive par la Coordination Nationale. C'est à l'issue de cette validation que la recherche des partenaires techniques débute normalement.

Les Antennes Territoriales élaborent également leur plan opérationnel qui est intégré dans le plan Opérationnel provincial.

9.1.3. Mobilisation des ressources

La mobilisation des ressources constitue un enjeu majeur dans la mesure où le succès des actions du Programme en dépend largement.

La Coordination Nationale considère la capacité de mobilisation des ressources comme un indicateur de performances de leadership et management du



Programme. A ce titre, elle bénéficie, pour son fonctionnement, d'une dotation émergeant au budget de l'Etat, mais aussi des dons et financements des partenaires et organismes intéressés.

Le diagnostic fait des programmes précédents établit que le déficit des ressources, au niveau du financement, a constitué l'une des principales causes des faibles résultats qu'on leur reconnaît. D'autre part, des mécanismes de gestion mis en place pour la gestion des fonds provenant des bailleurs n'ont pas non plus permis de tirer le meilleur parti des efforts fournis par ces derniers pour répondre aux véritables besoins des bénéficiaires.

A cet égard, une stratégie spécifique de mobilisation des ressources sera développée par la Coordination Nationale dans le souci d'asseoir un cadre de gestion financière rigoureuse qui offre une garantie de crédibilité et de transparence. Pour ce faire, elle prévoit l'élaboration du Manuel des procédures financières ainsi que l'utilisation d'un logiciel de gestion comptable (Tompro). Ainsi, le Programme s'assurera que les ressources mobilisées seront utilisées conformément aux dispositions et procédures prévues dans les différents outils internes au P-DDRCS et dans le respect des procédures des bailleurs.

En conséquence, le P-DDRCS veillera à :

- La constitution des fonds propres du Gouvernement qui puissent pérenniser les acquis et maintenir un accompagnement technique des bénéficiaires du Programme sur le long terme.
- La recherche des fonds extérieurs pour le soutien de la mise en œuvre du Programme.
- La réflexion approfondie sur les mécanismes innovants d'auto-financement.

Le P-DDRCS présentera dans son plan opérationnel, de façon plus précise, les ressources à mobiliser suivant les engagements des parties prenantes. Une étude devra par ailleurs être menée pour des projections réalistes susceptibles de couvrir la durée du Programme.

9.1.4. Sélection des projets : Comité de sélection

L'initiative pour la sélection des projets peut se faire au niveau provincial ou local.

A cet effet, le comité de sélection identifie les projets au regard du plan de développement de la province ou de l'entité locale. Il est composé du Gouverneur de province, du Ministre sectoriel, de l'Administrateur de Territoire, du Chef de l'entité locale directement concernée, du bailleur ainsi que d'un délégué du cadre de concertation, du Coordonnateur Provincial et du Chef d'Antenne du P-DDRCS.

Ce comité est présidé par le Gouverneur de Province.

9.1.5. Validation des projets : Comité de validation



Le comité de validation des projets est de niveau national.
Il émet un avis définitif sur le choix opéré par le comité de sélection.
Il est composé de :

- Le Coordonnateur National du P-DDRCS ou son délégué ;
- Du Ministre national sectoriel ou son délégué ;
- Du Gouverneur de Province ou son délégué ;
- Du Bailleur ou son délégué ;
- Du Coordonnateur Provincial du P-DDRCS.

9.1.6. Signature des accords de financement

Tout accord de don doit être signé par le Ministre des Finances. C'est lui qui engage le pays auprès des bailleurs de fonds après harmonisation et validation par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Toutefois, la Coordination Nationale entame les négociations préliminaires et signe le memorandum d'entente définitive avant la conclusion de l'accord définitif avec le bailleur.

9.1.7. Gestion des fonds

Les mécanismes d'affectation des fonds suivant les projets/activités sont fixés dans le protocole d'accord à signer, compte tenu de la décentralisation des activités du P-DDRCS.

Les modalités de gestion (encaissement et décaissement) sont fixées de commun accord avec chaque bailleur.

Dans tous les cas, les affectations de fonds sont tributaires des plans de travail budgétisés et validés par la Coordination Nationale et par le partenaire financier à travers un Avis de Non Objection (ANO). Ceux-ci seront obligatoirement logés dans un (des) compte(s) désigné(s) ou spéciaux ouvert(s) dans une (des) banque(s) commerciale(s), sur demande du Ministre des Finances et avec désignation des signataires des comptes.

9.1.8. Capitalisation des outils de référence et de gestion

La gestion du Programme exige la mise en place des outils nécessaires pour la gestion efficace, efficiente, transparente et en vue d'assurer le contrôle et l'audit ainsi que la redevabilité.

Ces outils essentiels, pour le P-DDRCS, sont :

- (1) L'Ordonnance créant et organisant le PDDRCS
- (2) La Stratégie Nationale ;
- (3) Le Règlement Intérieur ;
- (4) Le Plan Opérationnel ;
- (5) Le Plan de Développement Provincial (pour chaque province) ;
- (6) Le Code de conduite pour les agents & cadres du P-DDRCS,
- (7) Le Manuel des Procédures Administratives,
- (8) Le Manuel des Procédures Comptables et Financières,



- (9) Le Manuel de Passation des Marchés,
- (10) Le Plan de Communication et Sensibilisation,
- (11) Le Manuel de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion,
- (12) Le Manuel de Relèvement Communautaire,
- (13) Le Manuel de Stabilisation,
- (14) Le Manuel d'Exécution du Programme,
- (15) Le Manuel guide pratique de terrain,
- (16) Le Manuel de Suivi et Evaluation du P-DDRCS,
- (17) Le Manuel de Réintégration Socio-Economique dans les CPR et les CDC,
- (18) Le Cadre Opérationnel pour la prévention, le retrait et la prise en charge des Enfants Associés aux Groupes Armés,
- (19) Le Manuel de Gestion des Dépendants,
- (20) Le Manuel de Suivi Psychosomatique et Psychosocial
- (21) Les TDRs du Cadre de Concertation pour la Paix et l'Appui au P-DDRCS,
- (22) Le Budget du PDDRCS.

9.2. SUIVI ET EVALUATION, GESTION DE L'INFORMATION ET ASSURANCE DE QUALITE

Le Suivi-Evaluation est une fonction de gestion permanente de collecte et d'analyse des informations sur les activités du Programme et leurs résultats à court, moyen et long terme, selon les indicateurs de succès prédéfinis.

Le P-DDRCS conçoit le Suivi-Evaluation comme un processus dynamique et interactif entre la Coordination Nationale et tous les organes du Programme. Il concernera toutes les activités autant sur le plan opérationnel que sur le plan de gestion.

Le P-DDRCS assure le suivi de tous les projets mis en oeuvre en République Démocratique du Congo en lien avec le désarmement, la démobilisation, le relèvement communautaire et la stabilisation.

Le but du suivi-évaluation est de fournir à la Coordination Nationale un repère sur le niveau d'atteinte des objectifs du Programme. Les recommandations sur base des constats permettront de situer le niveau de réalisation en vue d'orienter les décisions et les activités à venir.

Pour opérationnaliser le suivi-évaluation, le P-DDRCS procédera à une étude baseline qui déterminera la liste des indicateurs qui devront être Spécifique, Mesurable, Acceptable, Réaliste et Temporellement défini (SMART).

9.2.1. Principes de base

- La collecte et l'analyse des informations ainsi que la production des rapports de S&E seront continues et systématiques à tous les niveaux du Programme.



- La diffusion des rapports de S&E au sein du PDDRCS et à toutes les parties prenantes sera réalisée en vue de créer une émulation entre les différentes entités du Programme, et garantir la transparence et la redevabilité.
- Les conditions initiales de chaque projet financé et/ou mis en œuvre sous la supervision du P-DDRCS, y compris la valeur initiale de chaque indicateur, seront déterminées durant la phase de planification opérationnelle et intégrées dans les stratégies provinciales à travers son plan de S&E. Cela permettra une évaluation objective des progrès vers l'accomplissement des objectifs.
- Tous les projets financés et/ou mis en œuvre sous la supervision du P-DDRCS seront soumis à une évaluation à mi-parcours visant à s'assurer de la conformité des objectifs par rapport à l'évolution du contexte de mise en œuvre, et une évaluation finale à la clôture du projet. Cela permettra le réajustement stratégique des objectifs ainsi que la formulation de recommandations pour les futurs programmes ;
- Chaque projet mis en œuvre dans le cadre du P-DDRCS fera l'objet d'au moins une évaluation indépendante, en vue de consacrer la transparence et la reproductibilité.



9.2.2. Cadre Logique

OBJECTIF GLOBAL :

L'objectif général du P-DDRCS est de contribuer à la consolidation de la paix, la réconciliation nationale, et à la reconstruction socioéconomique ainsi qu'à la stabilité de la RDC.

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTAT ATTENDU	INDICATEUR DE RESULTAT (échéance intermédiaire de 3 ans)	MOYEN DE VERIFICATION	HYPOTHESE
OS1 : Contribuer à la Résolution des conflits et à la cohésion sociale dans les zones cibles	R11 : Les populations dans les zones en conflit peuvent vaquer à leurs occupations sans inquiétude à la suite de la réduction des violences ;	I-11 : Les cas des conflits intercommunautaires violents sont réduits d'au moins 70% dans chaque communauté ciblée.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'enquête CAP ▪ Rapport d'évaluation périodique 	Les mécanismes de résolution pacifique des conflits sont opérationnels de manière permanente
	R12 : les populations des zones en conflits vivent en harmonie à la suite du renforcement des structures locales de dialogue ;	I-12 : Les cas d'exaction attribués au GA sont réduits de 80% dans les zones d'intervention du Programme.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'enquête CAP ▪ Rapport d'évaluation périodique ▪ Rapports d'activités 	
OS2 : Contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones affectées par les conflits et améliorer la sécurité	R21 : L'autorité de l'état est rétablie et la gouvernance inclusive améliorée dans les zones en conflits	I-21 : Au moins 80% de la population des zones d'intervention du Programme se sentent sécurisés par l'armée et/ou la police Nationale.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'enquête CAP ▪ Rapport d'évaluation périodique ▪ Rapports d'activités 	Le pouvoir central traduit sa volonté et son engagement politique et bénéficie de la complicité des communautés
		I-21 : % des entités abritant les communautés ciblées doté au moins d'un bureau opérationnel d'un représentant de l'autorité publique civile.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'évaluation périodique ▪ Rapports d'activités 	

OBJECTIF GLOBAL :

L'objectif général du P-DDRCS est de contribuer à la consolidation de la paix, la réconciliation nationale, et à la reconstruction socioéconomique ainsi qu'à la stabilité de la RDC.

OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTAT ATTENDU	INDICATEUR DE RESULTAT (échéance intermédiaire de 3 ans)	MOYEN DE VERIFICATION	HYPOTHESE
OS3 : Contribuer au relèvement communautaire et au développement économique, conformément aux plans de développement local	R31 La productivité et les revenus sont augmentés dans les zones cibles	I-31 : % des ménages des communautés-cibles qui augmentent leur revenue d'au moins 50%.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'enquête socioéconomique ▪ Rapport d'évaluation périodique 	Les opérateurs économiques jouissent d'un environnement économique favorable
OS4 : Contribuer au renforcement de la gouvernance locale participative et assurer la réintégration durable des bénéficiaires	R41 La gouvernance locale est améliorée sur les plans sécuritaires, économique, foncière, judiciaire et minière.	I-41 : % des ménages qui perçoivent une amélioration de la gouvernance dans les communautés-cibles (au moins 50%)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'enquête CAP ▪ Rapport d'évaluation périodique ▪ Rapports d'activités ▪ Rapp. d'enquête socio-économique. 	Le pouvoir central traduit sa volonté et son engagement politique pour assurer une gouvernance locale efficace sur tous les plans
	R41 Les bénéficiaires du programme jouissent d'une réintégration durable dans leurs communautés ;	I-41 : Au moins 80% des bénéficiaires du Programme sont satisfaits de leur réintégration communautaire.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'enquête de satisfaction ▪ Rapport d'évaluation périodique ▪ Rapports d'activités 	
	R42 Le recrutement des jeunes dans les groupes armés et les activités illégales sont réduits dans les zones en conflit	I-42 : Les cas de recrutement des jeunes sont réduits de 80 % dans les communautés-cibles.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'enquête CAP ▪ Rapport d'évaluation périodique 	

HYPOTHESE MAJEURE : LE P-DDRCS EST FINANCE CONSEQUEMMENT ET REGULIEREMENT

9.2.3. Mode opératoire du système de suivi évaluation

Le Système de Suivi évaluation du P-DDRCS opérera à l'aide des sous-systèmes déployés au niveau provincial et territorial. Autour des indicateurs définis à différents niveaux selon une structure arborescente partant des antennes territoriales vers le niveau central, il permettra la collecte des données de manière coordonnée afin de renseigner les indicateurs principaux au niveau central. Un système de gestion informatisé en ligne sera nécessaire pour un suivi efficace.

Les outils de planification

Les outils de planification sont des cadres conceptuels identifiant les indicateurs et permettant d'organiser l'ensemble des informations utiles à un Suivi et une Evaluation efficaces.

Dans le cadre du P-DDRCS, il s'agit des outils suivants :

- La théorie du changement ;
- Le cadre des résultats (CR) du P-DDRCS au niveau provincial ;
- Les prescriptions techniques reprises dans les contrats de partenariat ;
- Les chronogrammes d'activités;
- Le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) ;
- Le Plan de Suivi et Evaluation (PSE) ;
- Les différents rapports d'évaluations;
- La liste des différents indicateurs et modalité d'évaluation.

Les canaux de collecte d'informations

Les outils de collecte des informations sont des supports qui permettent de recueillir sur le terrain les informations à traiter.

Dans le cadre du P-DDRCS, les outils de collecte utilisés sont :

- Le système d'identification biométrique.
- L'appliquatif de suivi des projets et sous projets
- Les rapports périodiques des entités opérationnelles (Coordination provinciales, antennes territoriales)
- Les rapports des Agences d'Exécution.
- Les autres rapports des parties prenantes.
- Les rapports d'enquête statistique socioéconomiques
- Les rapports des CCPAP.

Les Acteurs du Système de Suivi -Evaluation

Chaque entité, partie prenante dans la réalisation des projets, participe au système de Suivi -Evaluation du P-DDRCS : la Cellule Présidentielle de Veille Stratégique (CPVS), les Agences d'Exécution, les Partenaires financiers et techniques, les délégués des Ministères sectoriels, les ETD, etc.



9.3. GESTION DES PLAINTES

Le P-DDRCS mettra en place un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) pour permettre aux personnes lésées de se plaindre en vue de trouver des solutions au préjudice causé. Ceci pour assurer leur adhésion et leur appropriation au Programme, mais aussi garantir le succès de ses actions dans la durée.

Le Mécanisme de Gestion des Plaintes définira les procédures qui permettront aux différentes parties prenantes d'assurer une gestion ordonnée des plaintes et/ou doléances enregistrées durant la mise en œuvre du Programme. Il s'inscrira dans un contexte de redevabilité et d'utilisation des renseignements tirés des plaintes pour orienter le travail ainsi que les approches de l'organisation et de mise en œuvre des activités. Pour ce faire, il sera utile de mettre en place un Comité de gestion des plaintes dont la composition devra tenir compte des parties prenantes concernées.

Le Comité de gestion des plaintes aura comme rôle de documenter et de statuer sur les différentes plaintes reçues en vue des solutions idoines.

Concrètement, il s'occupera de :

- L'identification des plaintes ;
- La canalisation des plaintes ;
- L'analyse des plaintes,
- La solution aux plaintes.

9.4. GESTION DES RISQUES

L'exécution d'un plan est toujours accompagnée des risques d'ordre naturel, politique, social, financier, économique et tant d'autres. Ces risques peuvent être soit atténués, contournés et/ou supprimés par des mécanismes appropriés.

Le tableau ci-dessous présente une description détaillée des risques associés à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du P-DDRCS et à leur gestion.

Domaines	Description des risques	Mesures d'atténuations
Gouvernance et redevabilité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le manque de transparence et la mauvaise gestion des ressources, notamment des ressources financières entraînent le gaspillage, l'inefficacité dans l'action et la démotivation des acteurs de mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les responsables à différents niveaux veilleront au respect des principes de gestion transparente de l'ensemble des ressources (humaines, matérielles, financières). La supervision, le suivi-évaluation, le contrôle gestion et les inspections seront réalisés de manière systématique en se faisant suivre des sanctions prises avec équité et rigueur.



Domaines	Description des risques	Mesures d'atténuations
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une faible coordination entre les parties prenantes et différents secteurs intervenants impliqués dans le programme limite la synergie et l'efficacité dans la planification et la mise en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La fonctionnalité des organes de pilotage et de suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale du P-DDRCS sera assurée, et les plus hautes autorités (Chef de l'Etat, Premier Ministre) seront régulièrement informées ; ▪ Les communautés locales seront impliquées et informées à chaque étape de mise en œuvre des différentes interventions.
Financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'absence ou la faiblesse du financement, la mauvaise allocation des ressources financières au P-DDRCS peuvent entraîner le blocage par la non-exécution des activités 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un plaidoyer continu pour le décaissement effectif des fonds (Budget national, financements des partenaires) vers les niveaux les plus décentralisés devra être assuré ; ▪ Des mécanismes de financement innovant seront définis pour couvrir les gaps financiers
Faibles capacités des équipes techniques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les faibles capacités des équipes techniques peuvent entraîner l'échec du Programme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des capacités des services, par la fourniture d'équipements et des formations appropriées ; ▪ Application rigoureuse de toutes les procédures de passation des marchés publics et de recrutement des agents.
Réticence des producteurs à épargner	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le refus ou la réticence des producteurs à épargner empêchera l'atteinte des résultats, fera manquer à la communauté les opportunités socioéconomiques et freinera l'inclusion financière 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibilisation sur l'importance de l'épargne ; ▪ Renforcer les mesures d'accompagnement des coopératives et associations.



Non appropriation d'un projet par certains bénéficiaires locaux	<ul style="list-style-type: none">▪ Entrave au bon déroulement du projet▪ Echec du programme	<ul style="list-style-type: none">▪ Sensibilisation continue ;▪ Transparence et implication de la base ;▪ Identifier ces bénéficiaires et renforcer la sensibilisation sur les bénéfices du programme.
---	---	--

Ce document de stratégie est susceptible de subir des modifications suivant l'évolution de la situation sécuritaire après avis du Comité de Pilotage.

Fait à Kinshasa, le

